

**DOSSIER**

# 1940 LA FRANCE A-T-ELLE ÉTÉ TRAHIE?

Comment expliquer aux Français un désastre de l'ampleur de celui de 1940 ? Au lendemain de la défaite, l'humiliation est trop forte pour se dispenser d'une recherche effrénée et tous azimuts de boucs émissaires, voire de traîtres authentiques ; une recherche qui, bien qu'atténuée, ressurgit régulièrement encore de nos jours.

La victoire allemande est aussi une victoire de la propagande. Faute d'équivalent allié, seules ou presque les images des Propaganda Kompanien servent depuis 1940 à illustrer ouvrages et documentaires sur la campagne, à l'instar de ces soldats français battus et qui se rendent bras levés sur fond de brasier. En filigrane : une aura d'incompétence, de lâcheté, voire... de trahison. Un biais cognitif qui dure depuis huit décennies.



# À LA RECHERCHE DES BOUCS ÉMISSAIRES : 80 ANS DE TRAQUE DES TRÂITRES

Par son ampleur et ses conséquences, la débâcle de 1940 a enfanté un traumatisme dont le premier symptôme a été le besoin frénétique de trouver des boucs émissaires. Huit décennies plus tard, ce symptôme n'a pas totalement disparu, entretenu, comme en 1940, par l'instrumentalisation politique faite de la débâcle.

Par Nicolas Aubin

Q

uand on l'interrogeait sur la grandeur du peuple français, François Mitterrand avait coutume de se contenter d'un « *J'ai vécu 1940: inutile d'en dire davantage* ». Tout est dit: la débâcle marque le déclassement de la France; LA catastrophe fulgurante; l'Histoire avec un grand

H fait irruption dans l'intimité, réduisant un peuple fier de sa civilisation en huit millions de nomades déracinés par l'Exode, honteux et humiliés. Le traumatisme est considérable et sa première manifestation est le déni. Chaque Français s'accroche à ce fragile réconfort, « *si la France a été balayée, c'est parce qu'elle a été trahie* ». Trouver des boucs émissaires n'est alors pas simplement un réflexe humain, c'est une soupape contre le désespoir. La chasse est ouverte!

Et le terreau est favorable. Depuis 1934, à la crainte à gauche d'un putsch fasciste répond à droite la hantise d'une conspiration communiste. La **drôle de guerre** ne fait qu'attiser la psychose complotiste. Pendant huit mois, la presse se nourrit de la lutte contre l'ennemi intérieur communiste et de la chasse à la **cinquième colonne**. Quand les combats débutent, les Dragons français se disent devancés au Luxembourg par « *une véritable inondation du pays par des parachutistes [qui] ont trouvé sur place un armement antichar camouflé chez des habitants pro-allemands* ». Les bonnes sœurs à la pilosité douteuse alimentent alors les propos. S'y ajoutent la trahison des Belges, des Anglais, les sabotages des Rouges, les débandades des régiments d'ouvriers travaillés par les bolcheviks. Le 15 juin, le généralissime Weygand affirme que **Thorez**, débarqué des fourgons nazis, s'est installé à l'Élysée. Coupables, les communistes, d'avoir facilité la débâcle pour créer les conditions d'une révolution!

Mgr Piguet, évêque de Clermont, penche pour la thèse du châtement divin: le peuple français serait condamnable car corrompu. Les intellectuels de la mouvance fasciste, Rebatet, Céline, Drieu la Rochelle s'en délectent: « *France pourrie, gangrenée, décomposée, Français dégénéré, infécond, mesquin, couard, paresseux, alcoolique à l'apéritif anisé et au pinard bon marché, décadent* ». Pétain n'y résiste pas: « *Depuis la victoire, l'esprit de jouissance l'a emporté sur l'esprit de sacrifice* ». C'est pour mieux pointer les coupables: les partis, le Front populaire, les institutions républicaines, la haute finance, les Juifs et francs-maçons, les instituteurs et *in fine* l'esprit des Lumières. Le pétainisme détourne la honte pour justifier sa Révolution nationale. La débâcle prouverait la faillite de la démocratie et du libéralisme. La thèse préserve l'armée et éreinte les adversaires du régime. Elle a ses limites. En témoigne le fiasco de

**Trouver des boucs émissaires n'est pas simplement un réflexe humain, c'est une soupape contre le désespoir.**

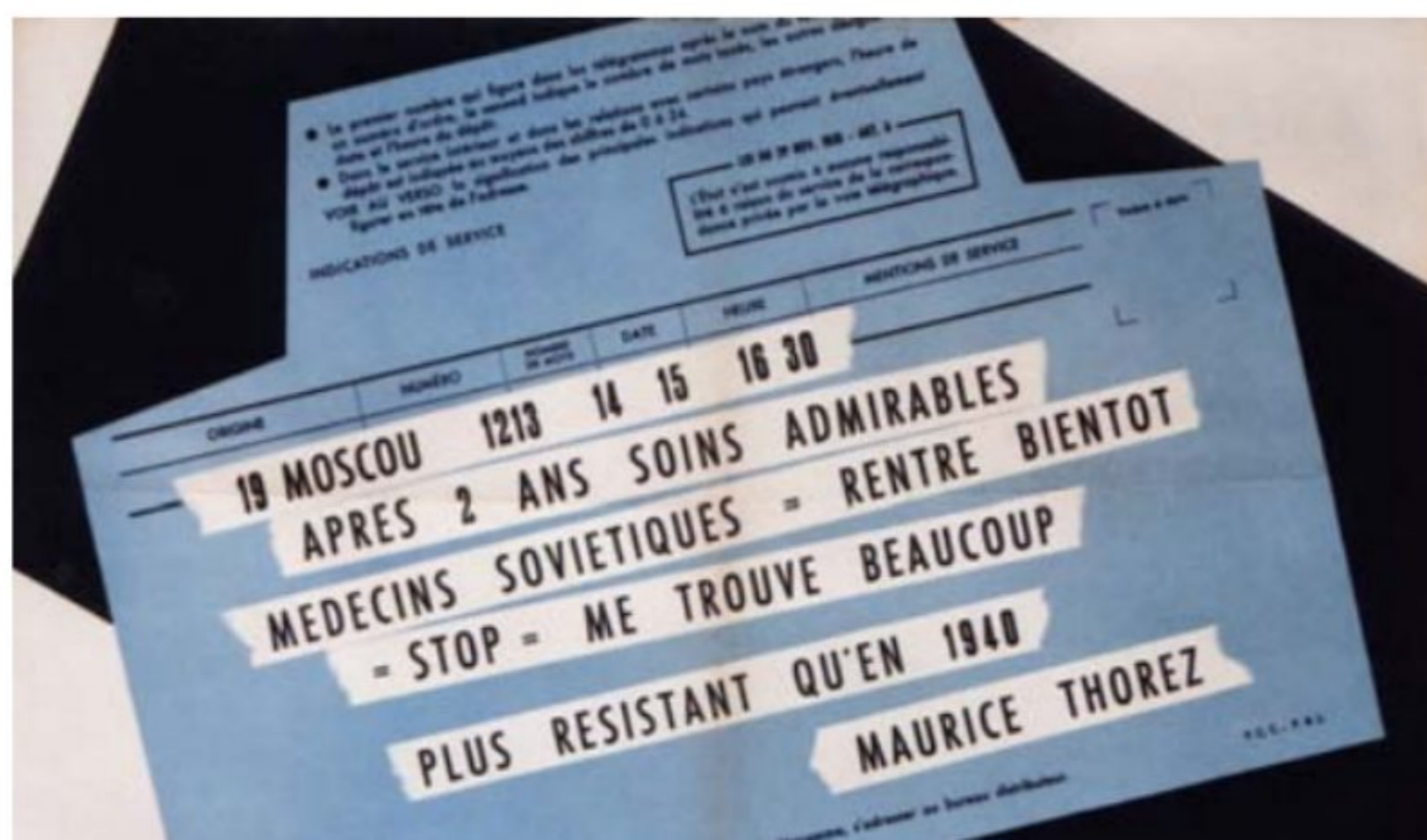
Riom en 1942 quand Pétain croit le moment venu pour la mise à mort en place publique et impose un procès des « traîtres » de la III<sup>e</sup> République. Mais le procès avorte, englué dans les contradictions brillamment soulevées par un Blum et un Daladier combatifs.

En 1941, surgit un autre coupable appelé à une longévité insoupçonnée: le « Mouvement synarchique d'empire », une organisation occulte, héritière d'un mouvement ésotérique du XIX<sup>e</sup> siècle, que des polytechniciens, des hauts fonctionnaires et des financiers auraient revivifié dans les années trente. La découverte d'un document, le « Pacte synarchique », enflamme les milieux collaborationnistes. Au terme d'une soi-disant enquête, l'ancien chef du renseignement de la **Cagoule** livre une nouvelle interprétation

La **drôle de guerre** est le surnom donné par la presse à la période apparemment inactive d'octobre 1939 à mai 1940. L'équivalent est la *Sitzkrieg* (guerre assise) en Allemagne et *Phoney War* (fausse guerre) chez les Anglo-Saxons.

L'expression **cinquième colonne** naît pendant la guerre d'Espagne de la crainte des républicains qu'aux 4 colonnes nationalistes convergeant vers Madrid ne s'en ajoute une cinquième composée de traîtres prêts à se soulever à l'arrière des lignes.

**Maurice Thorez** (1900-1964), secrétaire du PCF de 1930 à 1964, transforme un parti groupusculaire en un parti de masse (le premier de France en 1945). Fidèle stalinien, il renonce à la ligne de résistance au fascisme au profit d'une ligne pacifiste conforme aux intérêts soviétiques après la signature du pacte germano-soviétique le 23 août 1939. Le PCF est alors interdit, Thorez déserte en octobre et file à Moscou. Il rentre en France à la Libération, gracié par de Gaulle.



L'ambiguïté du PCF est illustrée par le parcours de son premier secrétaire Maurice Thorez. Mobilisé en 1939, déserteur sur instruction de l'Internationale communiste, il rentre en France, popularité intacte, fin 1944, « *beaucoup plus résistant qu'en 1940* » selon l'admirable et involontaire ironie de ce télégramme.



# SILENCE



Emblématique d'une propagande française mal pensée et anxiogène, cette célèbre affiche officielle de février 1940 invite à prendre garde à une insaisissable – et essentiellement mythique – « cinquième colonne » que chacun finit par voir partout.

IMP. COURBET, PARIS.  
VISÉ PAR LA CENSURE

PAUL  
COLIN

L'ENNEMI GUETTE VOS  
**CONFIDENCES**



D'extrême droite, anticommuniste, antirépublicaine, antisémite et proche du fascisme, l'Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale (OSARN), surnommée la **Cagoule**, est une organisation clandestine qui mène, à partir de 1936, des actions de déstabilisation violente de la République. Elle est virtuellement démantelée en 1938

**X-Crise** est un cercle de réflexion et de débats sur l'économie, rassemblant des anciens élèves de l'École polytechnique, ouvert en 1931 et devenu en 1936 une institution prestigieuse au sein des cercles économiques et politiques.

**Pierre Cot** (1895-1977), juriste de formation, a été un « jeune turc » du parti radical devenu ministre de l'Air à 38 ans. Il vit l'échec de la première modernisation aérienne en 1933, puis porte la réforme de l'aéronautique en 1936. Exilé à Londres en 1940, il est écarté par de Gaulle qui le juge trop identifié à la III<sup>e</sup> République. Après guerre, il termine sa carrière comme député et compagnon de route du PCF.

Simple soldat en 1940, prisonnier rapidement libéré, **Jacques Benoist-Méchin** (1901-1983) fut condamné à mort puis gracié pour ses activités collaborationnistes avant de poursuivre une carrière d'intellectuel, publiant la trilogie remarquable *Soixante Jours qui ébranlèrent l'Occident*.



Ces affiches vichystes cherchent à discréditer l'allié d'hier pour préparer les Français à la collaboration avec l'Allemagne. Celle de gauche détourne la célèbre citation de la bataille de Fontenoy (1745) pour faire de l'Anglais un traître prompt à sacrifier les autres. Celle de droite le présente en fauteur de « bobards », les « fake news » de l'époque.

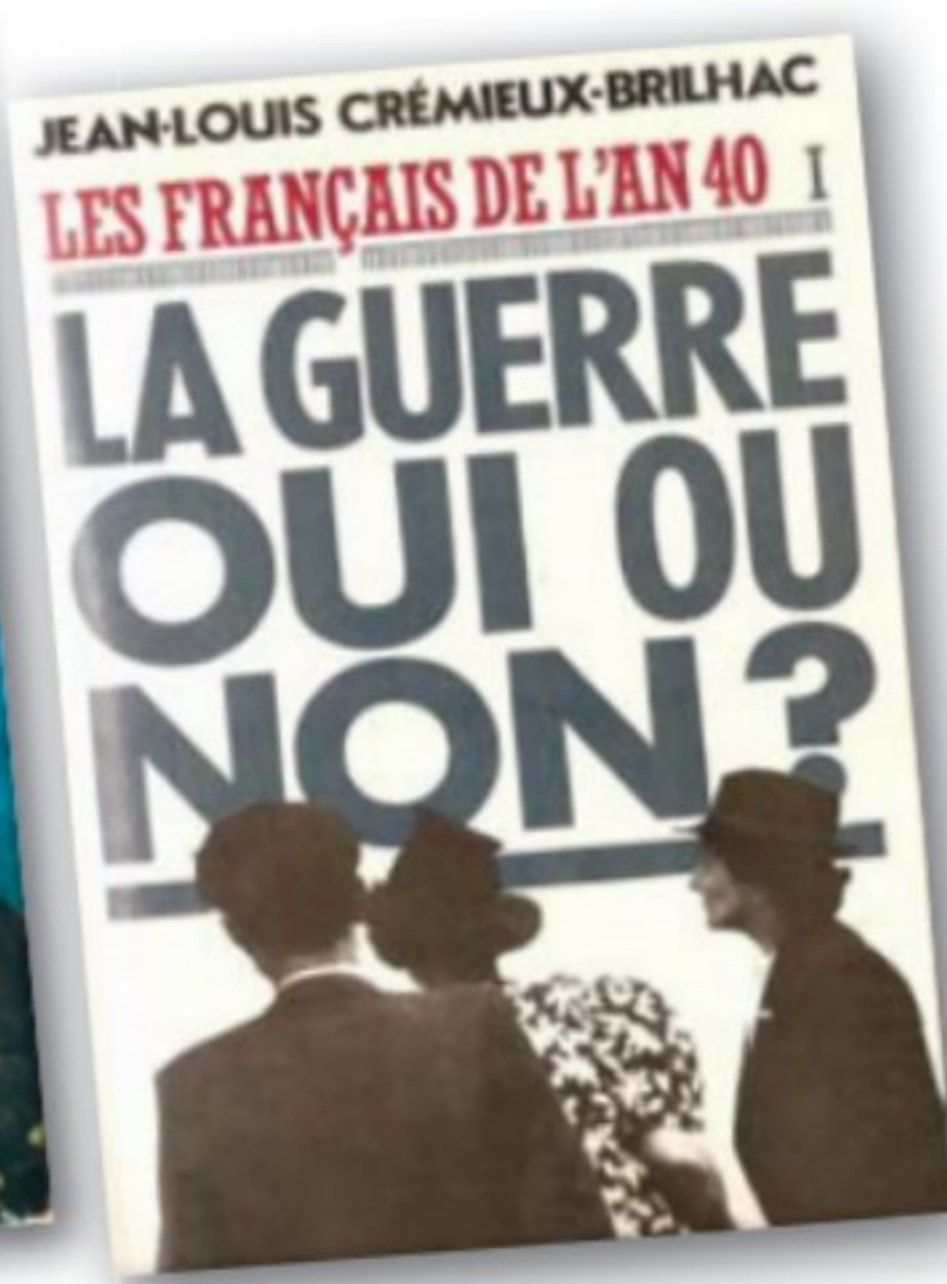
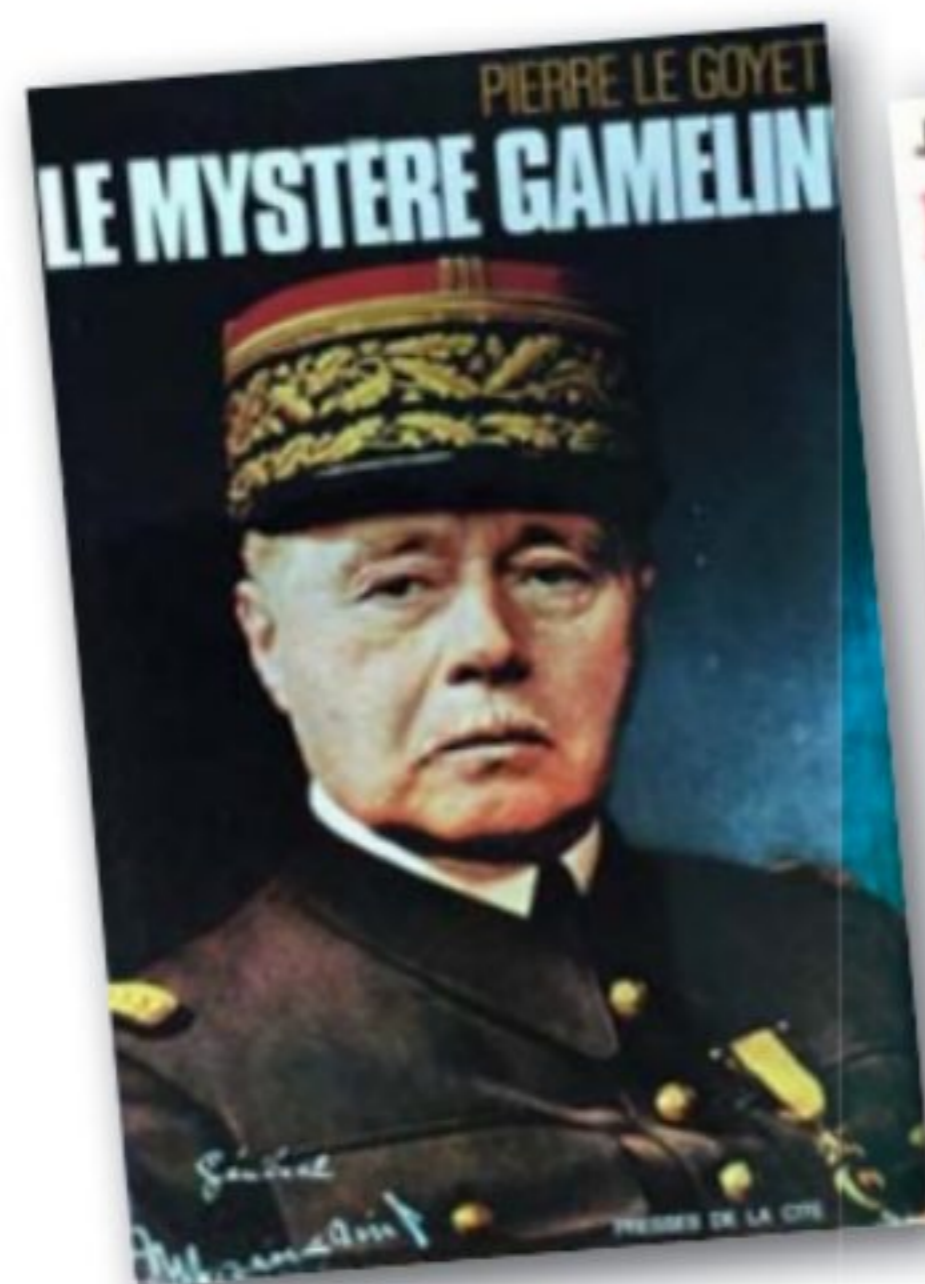
de la défaite : avec ses ramifications juives et ses aboutissants anglais, la synarchie aurait facilité la défaite. Il s'agirait d'« une révolution camouflée dissimulée sous un désastre militaire, obtenue par une bataille truquée, en vue de concentrer l'économie du pays entre les mains d'une mafia au service des puissants intérêts internationaux ». Cette rumeur vient d'une angoisse, celle d'une influence grandissante prise avant guerre par les technocrates de **X-Crise** qui se renforcerait avec l'irruption de technocrates dans le gouvernement Darlan, « des infiltrés » selon Déat, pour faire « échec à la politique du Maréchal et œuvrer à la sauvegarde des intérêts juifs ». Coupables donc, les technocrates !

Chez les résistants, l'historien Marc Bloch analyse dès 1940 la défaite comme un fiasco surtout militaire, dans sa « déposition d'un vaincu » devenue *L'Étrange Défaite*. De Gaulle, le 22 juin 1940, se contente de pointer « un système militaire mauvais, les fautes commises dans la direction des opérations ». Et pour cause : pour rassembler, mieux vaut ne pas s'attarder sur ses racines sociopolitiques.

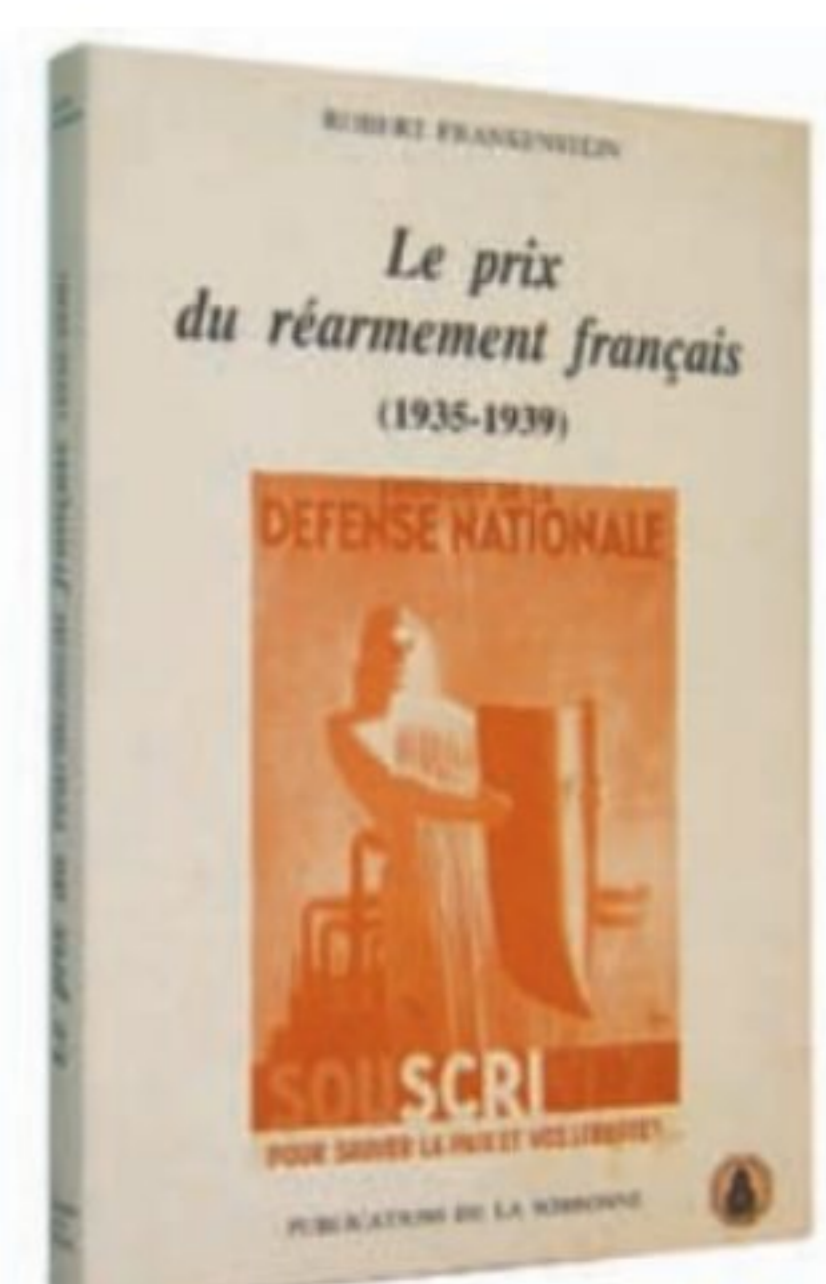
Dans un télégramme aux comités de la France libre, il insiste sur l'importance de « montrer que la défaite a été la conséquence des erreurs de quelques techniciens ». Vœu pieux, l'essentiel des résistants ne s'en satisfont pas. *Combat*, journal clandestin, écrit à l'été 1942 : « La III<sup>e</sup> République appartient au passé [...] le manque de sincérité, dans la vie publique comme dans la vie privée, est l'une des causes essentielles de l'effondrement de 1940 ». Coupables, les institutions et le personnel de la III<sup>e</sup> République !

**Pierre Cot**, qui fait partie des incriminés, cible pour sa part : « La trahison de la haute bourgeoisie. Cette classe est responsable de la défaite ; le gouvernement de Vichy n'en est que l'instrument ». Un avis partagé par Marc Bloch (dont la position a changé en 1944), par la plume nationaliste d'André Géraud, alias Pertinax, par le politicien de droite Henri de Kérillis et par le PCF. Coupable, le patronat !

Interpréter la défaite est dès 1940 un enjeu essentiel de légitimation et la Libération ne bouleverse pas la donne. Le temps est à la reconstruction et à la réconciliation.



Depuis 80 ans, l'historiographie sur 1940 a considérablement évolué, apportant peu à peu des analyses fines, documentées et nuancées. Mais pour le grand public, rien qui soit comparable à la « révolution paxtonienne ». 1940 est encore souvent perçue sous ses vieux prismes simplistes : « guerre de retard », « trahison des élites », lâcheté ou incompétence...







publics ne refoulent rien, laissant plutôt le champ libre aux pires clichés culpabilisateurs et conduisant l'opinion publique dans une spirale dépressive du « tous coupables ». La défaite est rappelée régulièrement à l'Assemblée pour discréditer les adversaires. Elle empoisonne les relations franco-britanniques. L'opinion publique souffre de ne pas avoir à sa disposition de véritables travaux historiques pour son travail de deuil. Elle sait ne pouvoir faire confiance aux plaidoyers pro-domo des Gamelin, Weygand, Reynaud, Blum... La partie la plus éclairée se tourne vers les enquêtes de **Jacques Benoist-Méchin** (1956) ou de **William L. Shirer** (1969) qui opposent une Allemagne enthousiaste, moderne et machiavélique à une France hors d'âge, incompétente, déprimée, coupable de tant de négligences.

La majorité se contente de l'abondante littérature qui a fait florès depuis 1940; une littérature de romans plus au moins autobiographiques; une littérature hébétée et d'incompréhension; une littérature de victime et non de soldat; une littérature de l'effondrement où rien ne survit et surtout pas les valeurs. En 1949, Robert Merle reçoit le prix Goncourt pour son *Week-end à Zuydcoote*, dont le succès est immense, tout comme son adaptation cinématographique faite par Henri Verneuil en 1964. Souvent caustique, voire cynique, cette littérature colporte tous les clichés: cinquième colonne, faillite des élites, société égoïste. En

Venu des communistes ou de l'extrême droite, le thème des riches ennemis du peuple et traîtres à la Nation est, de façon très diverse, parfois associé à une dimension antisémite, récurrente entre 1918 et 1940. *Le Crapouillot*, né en 1915 dans les tranchées et devenu violemment satyrique dans les années trente, fait partie des journaux interdits en 1939.



« Je sais bien que nous traînons encore des lambeaux de l'humiliation. Mais il est temps, vraiment, de nous en débarrasser », juge de Gaulle en 1950. Du passé, faisons table rase! Le procès de Pétain contourne la responsabilité du Maréchal dans l'effondrement de la République. En 1946 est créée une commission parlementaire pour enquêter sur le désastre, mais elle stoppe ses travaux après n'avoir publié qu'un rapport sur la période 1934-1936. Le Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale est immédiatement confisqué par les barons de la résistance. En 1956, si le colonel Adolphe Goutard peut publier une étude raisonnée de la défaite militaire intitulée *1940. La guerre des occasions perdues*, c'est parce qu'il bénéficie de la bénédiction de de Gaulle qui juge sa conclusion « indiscutable et qui est pour le pays la moins décourageante [car si ce désastre résulte] d'une défaillance de la stratégie et de l'organisation mais non point d'une infériorité organique de la France, l'avenir nous reste ouvert ».



## Les historiens négligent l'état-major

En 1975, le colonel Pierre Le Goyet voit sa carrière brisée pour avoir osé une biographie sans complaisance de Gamelin (*Le Mystère Gamelin*). Ces études, rares chez les officiers (on en compte trois avec *Le Drame de 1940*, écrit par le général Beaufre en 1965), sont inexistantes chez les historiens de métier. Il n'y a pas de commémoration avant 1962, bien peu de matérialisation du souvenir et un mépris des combattants. En 1972, l'historien René Rémond juge que « la blessure de 1940 est enfin cicatrisée... le souvenir de nos revers s'éloigne et on est en droit de penser que leurs effets psychologiques se sont estompés ».

En fait le traumatisme perdure, la défaite fascine et, en voulant glisser la poussière sous le tapis, les pouvoirs

## → Le PCF, l'art de recycler la défaite

Le PCF, embarrassé par le pacifisme exigé de Moscou de septembre 1939 à juin 1941 et qui l'a mis au ban de la société, trouve dans la défaite l'occasion de légitimer sa ligne *a posteriori* et d'inverser les accusations : « *La politique de nos classes dirigeantes n'a point seulement précipité la guerre [impérialiste], se scandalise André Marty, membre du Comité central en juillet 1940. Elle a organisé la débâcle. La bourgeoisie française a trahi la Nation au profit de ses sordides intérêts de caste.* La désertion de Maurice Thorez devient un acte de résistance pour gagner son véritable poste de combat et « *diriger la résistance du peuple de France contre les agissements des traîtres de la cinquième colonne.* » Le PCF donne des leçons de patriotisme. Cette lecture est maintenue après guerre en recyclant le complot synarchique des collaborationnistes. Après avoir fait le choix de la défaite en 1940, puis celui de la collaboration, les élites comploteraient toujours pour stopper l'épuration et accroître leurs privilèges. Cette réécriture devient un pilier de l'imaginaire communiste auquel le parti se rattacherait jusqu'à la fin de la guerre froide. Ses adversaires, alors que la guerre de Corée rend plausible une nouvelle invasion, ont beau jeu de rappeler sa compromission en 1939-1940 et d'agiter le spectre d'une nouvelle cinquième colonne, rouge cette fois. ■





Remarquablement réalisée et interprétée, l'adaptation par Henri Verneuil en 1964 du roman de Robert Merle *Week-end à Zuydcoote* (1949) accumule les clichés culpabilisateurs : des troupes désuètes, perdues, quand ce n'est pas criminelles, à la merci d'un ennemi quasi invisible mais dominateur et d'une « cinquième colonne » obsessionnelle (en bonnes sœurs).

William L. Shirer (1904-1993) couvre les opérations de la Wehrmacht en 1940 pour le compte de la presse américaine. Sidéré par la défaite de 1940, il lui consacre une enquête, *Histoire de la chute de la III<sup>e</sup> République*, à base de témoignages, en 1969.

1973, Robert Lamoureux plante le dernier clou du cercueil avec sa trilogie sur la « Septième Compagnie » qui narre l'odyssée de quatre pieds-nickelés abandonnés par des officiers navrants. Dans la France post-soixante-huitarde, méfiante à l'égard de la chose militaire, près de 4 millions de spectateurs préfèrent rire de 1940, de ce rire gêné qui sert de paravent à la honte. Comment pouvait-on espérer gagner la guerre avec Tassin, Pithivier et Chaudard? Faut-il même le souhaiter, juge le pacifiste François Fonvieille-Alquier: « La démocratie libérale est-elle un régime incapable, par nature, de gagner une guerre? [...] Si, pour gagner, il est prudent de devenir fascistes, nous demandons à réfléchir! ». Loin d'être surmonté le traumatisme est entretenu, les clichés ruminés, en atteste une étude du *Figaro* en 1980 : pour 56% des sondés, le coupable est la III<sup>e</sup> République, pour 31% l'incompétence des généraux, pour 20% l'esprit défaitiste, pour 16% la cinquième colonne, pour 6% le Front populaire (voir sondage p. 39).

Alors, seulement, les historiens entrent en scène. En 1979, Jean-Baptiste Duroselle publie

Prototype des théories du complot, le mythe de la synarchie, organisation occulte « antinationale » à l'origine de la défaite, n'a pas totalement disparu, bien que n'ayant jamais eu, selon l'historien Olivier Dard, « aucune matérialité, sauf dans l'imagination de ses pourfendeurs passés ou présents ».



sa somme sur la diplomatie française entre 1932 et 1939 intitulée *La Décadence*. L'année suivante, Henri Michel dans sa *Défaite de la France* fait le procès d'une « France qui a accumulé des batailles perdues dans la diplomatie, la démographie, l'économie, le réarmement : c'était beaucoup de défaites avant que la parole eût été donnée aux armes ». Deux historiens de renom, parmi d'autres, confirment le ressenti national d'une France décadente. Il n'est plus question de trahison mais d'incompétence généralisée.

Pourtant quelques voix dissonent. En 1979, un numéro de la *Revue historique des Armées*, sous les signatures de Jean Delmas, Philippe Masson ou de l'Américain Jeffrey Gunsburg, discute au plus près des archives d'une réalité militaire complexe et nuancée; et le Lt-Colonel Dutailly insiste dans sa thèse sur « *Les Problèmes de l'armée de terre française* ». En 1982, Robert Frank termine un doctorat sur le réarmement qui démontre que « le Front populaire a privilégié bien davantage les canons que le beurre » et qu'en 1939, Daladier a conduit un « véritable sursaut national ». Pour Jean-Pierre Azéma – dans des chroniques entretenues dans les colonnes du *Monde* –, « il faut résister à cette version banale [la décadence] pour comprendre que rien n'était joué en 1939 ».

D'autres études le confirment, c'est militairement que la France a d'abord perdu. C'en est fini du fatalisme. Puis vient en 1990 le maître-ouvrage de Jean-Louis Crémieux-Brilhac sur *Les Français de l'An 40*, une somme qui tord le cou, archives en main, à l'essentiel des mythes. La défaillance du soldat, la trahison des élites, les sabo-

**Il n'y a plus ni traîtres, ni coupables, juste des analystes malheureux, des individus sans envergure prisonniers de structures.**

tages communistes, la cinquième colonne sont balayés ou réduits à des épiphénomènes. En 2000, un colloque consacré à la campagne de 1940 dirigé par Christine Levisse-Touzé, publié chez Tallandier l'année suivante, enfonce le clou en offrant pour la première fois un tour d'horizon à la fois large et international (Martin Alexander, Stephan Martens...) des principales questions et enjeux, dans ce qu'André Martel qualifie alors d'« application exemplaire du renouveau de l'histoire militaire ».

### Un enchevêtrement inextricable

Enfin, en 2010, les éditions Autrement publie *Mai-Juin 40 sous l'œil des historiens étrangers*. On y découvre que depuis trente ans, des Anglo-Saxons – principalement – analysent la défaite avec un regard distancié, hors-syn-drome. Et leurs conclusions sont déculpabilisantes. Le





Oubliée des commémorations nationales, la mémoire collective de 1940 passe souvent, aujourd'hui encore, par un grand écran aux antipodes de l'héroïsation ; tragédie désabusée (*Week-end à Zuydcoote*) ou comédie satirique et (auto)dérisoire comme dans la trilogie de la 7<sup>e</sup> Compagnie de Robert Lamoureux (1973-1977).

Canadien Robert Young (1978) insiste sur la rationalité des dirigeants de l'entre-deux-guerres qui étaient confrontés à un enchevêtrement inextricable de contraintes démographique, diplomatique, économique, politique. L'Américain Robert Doughty (1986) souligne l'importance des éléments structurels et culturels sur la doctrine militaire, abattant le cliché des généraux abrutis.

La plupart jugent qu'en 1939 la France avait encore une chance. La défaite doit beaucoup aux contingences dont la combinaison a bénéficié aux Allemands. Ces thèses ne sont pas toutes pleinement convaincantes – par exemple celle réhabilitant Gamelin –, elles ne sont pas toujours dépourvues d'arrière-pensées, comme Karl-Heinz Frieser qui, dans un bel ouvrage sur la Wehrmacht, idéalise l'armée française pour mieux valoriser la victoire allemande ; mais elles sont fondamentalement saines. Philippe Garraud et Simon Catros, en les affinant, emportent l'adhésion. La défaite devient intellectuelle. Il n'y a plus ni traîtres, ni coupables, juste des analystes malheureux, des individus sans assez d'envergure, prisonniers de structures et de représentations, confrontés à des contraintes et condamnés aux compromis.

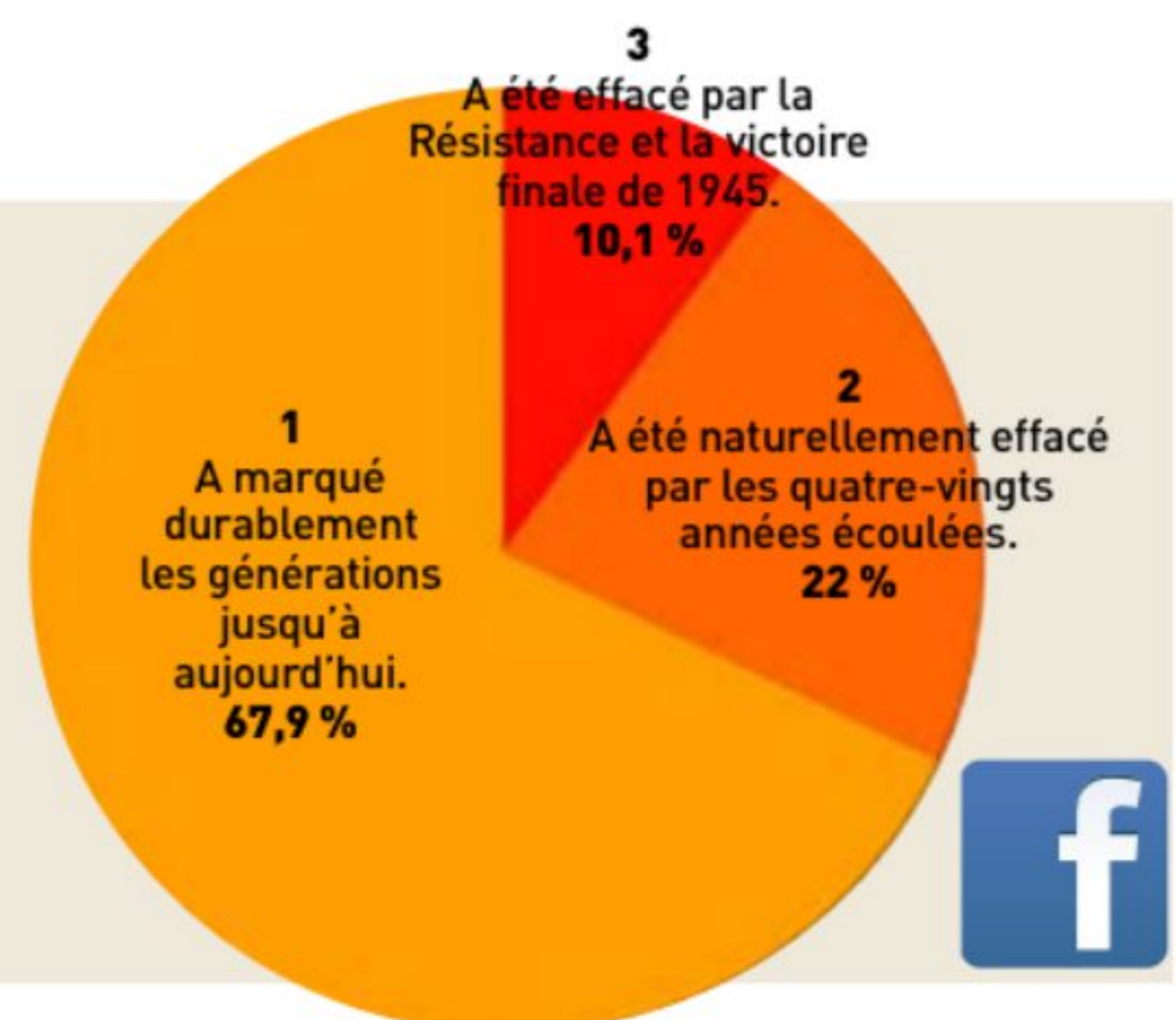
Même si un large consensus universitaire se fait autour de ces explications, le message a du mal à irriguer l'opinion publique. Il n'y a pas d'équivalent à la **révolution paxtonienne**, faute de politiques mémorielles. Il n'y a pas d'espace dédié dans les programmes scolaires, ni de commémorations indispensables pour médiatiser les acquis de la recherche (malgré les initiatives d'associations qui réhabilitent le soldat de 1940). De plus, la légende noire

survit chez quelques historiens. En 2010, Claude Quélet juge que « *la défaite fut de facto préparée par la classe politique française [...], par les intellectuels pacifistes faisant le lit de l'agresseur, par l'appareil totalement sclérosé de l'armée et l'in vraisemblable bêtise de son haut commandement [...]. Les coupables, on les a vus à l'œuvre* ». Dans le contexte actuel de défiance à l'égard des élites politiques et économiques, la thèse du complot synarchique lié aux 200 familles revit, dans l'espoir de discréditer le système libéral. Mais ne l'exagérons pas, elle est entretenue quasi-exclusivement par Annie Lacroix-Riz, une universitaire également militante du Pôle de renaissance communiste marxiste-léniniste, dont la démarche scientifique et les conclusions sont contestées par ses pairs. Elle est surtout la preuve que, 80 ans après, la débâcle reste une blessure vive qui en fait un puissant catalyseur politique. ■

En 1973, la traduction de la thèse du jeune historien américain **Robert Paxton** démontrant la collaboration volontaire du régime de Vichy fait scandale, mais elle conduit à une relecture de la période jusque-là dominée par l'image d'une France résistante qui aboutira aux procès Barbie, Papon, Touvier, à la repentance officielle par Jacques Chirac en 1995 et à la mise en œuvre du devoir de mémoire.

## SONDAGE

Ce « *passé qui ne passe pas* » : l'expression a été inventée par les historiens Eric Conan et Henry Rousso dans un ouvrage sur Vichy. Mais elle pourrait tout aussi bien, et même encore mieux, s'appliquer à la défaite de 1940. C'est en tout cas ce qu'ont jugé plus des deux tiers des 733 participants à notre sondage, recrutés parmi les abonnés au magazine et amis de sa page Facebook.





# LE JEU DES 8 COUPABLES

# 1

## COUPABLES... LES PATRONS?

**Le patronat français s'est-il dérobé à son devoir en sabotant l'effort de guerre ? Trois historiens font un sort à cette scie à la mode depuis 75 ans.**

Par Jean Lopez

# A

u X<sup>e</sup> congrès national du PCF, en juin 1945, son secrétaire général Maurice Thorez s'écrie : « Les 200 familles misaient ouvertement sur Hitler, en qui certains cercles privilégiés voyaient le champion de leurs intérêts égoïstes ; plutôt Hitler que le Front populaire, disait-on, ouvertement, dans ces milieux. » L'idée, déjà avancée par certains résistants, aura la vie dure, surtout à gauche, comme on peut le lire sur de nombreux sites internet : le patronat – qu'on l'appelle, selon l'époque, « trusts », « Comité des forges », « grand capital », synarchie ou « Deux cents familles » – aurait saboté l'effort de défense nationale par sympathie pour le régime nazi, pour protéger ses intérêts ou par souci de prendre sa revanche sur les avancées sociales permises par le Front populaire.

**« En 1939, le patronat joue le jeu du réarmement tout en se disant qu'il aura beaucoup à perdre. »**

Nous avons soumis cette thèse à trois éminents historiens du monde patronal des années trente et quarante, Patrick Fridenson, Robert Frank et Olivier Dard. Pour le premier, directeur d'études à l'EHESS, « la thèse est invraisemblable. Un seul exemple : les négociations menées avec le patronat allemand en 1937 ont montré que la partie française n'avait aucune envie de se coucher devant ses concurrents. » « C'est insoutenable, déclare Robert Frank, professeur émérite de l'université Paris-I. Qu'il y ait eu des défaillances, des frilosités, certainement. Mais ce qui se dégage des procès-verbaux des réunions de la chambre de commerce et d'industrie de Paris en 1939, c'est le patriotisme. » « Impossible de dire que le patronat a été défaitiste, renchérit Olivier Dard, professeur d'histoire contemporaine à Paris-IV. Même son avant-garde moderniste, celle qui joue avec l'idée alors ambiguë de la coopération économique comme facteur de paix dans un cadre européen, se rallie sans problème majeur à la défense nationale en 1939. »

Tous trois font remarquer que les milieux patronaux sont très divers par leurs opinions politiques, « à l'image de toute la France », précise Robert Frank. Patrick Fridenson rappelle ainsi que l'un des plus brillants patrons français, Ernest Mercier (électricité et pétrole), « était favorable à une alliance avec l'Union soviétique. Si, face à la menace nazie, certains, comme la banque Lazard, sont pour un accommodement avec l'Allemagne et un repli sur l'empire colonial, d'autres comme le sidérurgiste de Wendel et la banque Rothschild, sont partisans de la résistance au Reich. Ce second courant cesse d'ailleurs de financer le PPF (voir p. 47) quand celui-ci prend des positions défaitistes après Munich. » Retrouve-t-on la même diversité d'opinion dans le patronat allemand ? « Je le crois, avance Patrick Fridenson. Pour avoir travaillé aux archives de Daimler-Benz, j'en ai retiré l'impression que ses dirigeants n'étaient pas d'un enthousiasme fou à l'idée de la guerre. »

Pour autant, il est difficile de nier que le patronat français a été irrité, pour le moins, par les grèves et le surgissement du pouvoir syndical en 1936. N'y avait-il pas chez beaucoup le désir de se venger ? « D'une part, les patrons ne sont pas tous revanchards, je pense notamment à Auguste Detœuf, dirigeant d'Alstom, nuance Olivier Dard. D'autre part, ils ont eu une sorte de revanche en 1938 quand le couple Daladier-Reynaud a passé les décrets-lois assouplissant les 40 heures et muselé la grève générale du 30 novembre, énorme défaite de la CGT et du PCF. »

« C'est un tournant, confirme Robert Frank, qui a débloqué l'attitude de nombreux patrons. Il explique en partie le sursaut moral et industriel qui marque la période mars 1939-juin 1940. Il y a eu coïncidence heureuse entre ce tournant politique, l'arrivée des commandes massives d'armement et la mise au point de l'outillage nécessaire. Le patronat privé commence à investir car il possède dès lors une visibilité suffisante. Les militaires n'ont pas aidé en hésitant longtemps sur les choix de matériels et donc sur les décisions de production en série. »

« Les chefs d'entreprise, ajoute Patrick Fridenson, reprennent confiance dans le pouvoir. D'autant plus que, en octobre 1939, pour prendre la tête du nouveau ministère de l'Armement, Daladier fait appel à un grand patron, Raoul Dautry. Ce polytechnicien énergétique aurait aujourd'hui les traits d'un patron du CAC 40. »

« Dautry, c'est le représentant de ce nouveau patronat de technocrates sur lequel j'ai travaillé, relance Olivier Dard. Pour la première fois, les politiques, souvent avocats ou profs, reconnaissent la valeur de la compétence technique et managériale venue du privé et font appel à elle au plus difficile des postes. Loin d'être réticent devant l'effort, ce patronat-là voit dans la guerre l'occasion de moderniser une industrie française en retard sur le modèle américain. Même le dirigisme de guerre va dans leur sens. »

Sans être défaitiste, le patronat a-t-il rechigné à se lancer dans la bataille du réarmement ? Patrick Fridenson : « En 1939, le patronat joue le jeu du réarmement tout en se disant qu'il aura beaucoup à perdre. On n'est plus dans la France ni dans le monde de 1914. Une guerre, prévue par tous comme devant être longue, représentera des coûts de reconversion énormes. La partie du patronat qui pense un peu largement s'inquiète de voir que l'Amérique ne se mouille pas et que, sans elle, la victoire sera difficile. D'autant plus que beaucoup

Le mythe des deux cents familles dirigeant clandestinement l'économie et contrôlant la politique trouve son origine dans les 200 actionnaires des statuts de la Banque de France définis en 1800. Revenant sous diverses formes, le slogan fait florès au cours de la crise économique des années trente, repris en 1934 par Édouard Daladier et par le Front populaire.

Auguste Detœuf (1883-1947), polytechnicien, ingénieur général des Ponts et chaussées, est le premier président d'Alstom. Critique du libéralisme, il milite pour un rapprochement du patronat avec les syndicats ouvriers et préside sous Vichy le comité d'organisation des industries de la construction électrique.





d'entreprises, industrielles et bancaires, ont été fragilisées par la crise des années trente qui, en France, dure plus qu'ailleurs. Dans l'aéronautique, par exemple, les entreprises, trop petites, étaient hors d'état de produire plus. C'est l'État qui, en les nationalisant et en investissant, permettra de relancer la production. La sidérurgie, les charbonnages ne sont pas non plus préparés à la croissance exigée par le réarmement. En revanche, les secteurs de l'aluminium, de l'automobile, de l'électricité, du pétrole, plus dynamiques, ont les moyens – en outillage et en capitaux – de répondre aux incitations à produire. »

Ci-dessus à droite, une délégation patronale sort des négociations de Matignon en juin 1936. Les réformes du Front populaire irritent durablement le patronat mais sans remettre en cause son patriotisme face au danger allemand. À gauche, Guy de Wendel (1878-1955), sénateur de la Moselle, emblématique « maître de forges » et authentique patriote.

## Le patronat aussi a commis des erreurs

Pour Robert Frank, « s'il est vrai que l'on constate avant mars 1939 moins d'allant qu'en 1914, cela change avec l'entrée d'Hitler à Prague. La guerre devient certaine et, quand elle éclate, en septembre 1939, le patriotisme est bien là, chez les patrons comme ailleurs. L'impératif de produire, produire, produire s'impose à tous : il devient même ardent en mai-juin. Il y a eu durant ces neuf mois un sursaut spectaculaire de l'industrie française, auquel il a manqué hélas quelques mois pour peser sur le champ de bataille. » Pour Patrick Fridenson, le patronat a lui aussi commis des erreurs. « Lorsque, durant son second gouvernement, en mars 1938, Blum veut déjà abolir les 40 heures en passant à 45, il a l'idée d'accompagner cette mesure par une hausse de 7% des salaires. Le patronat fait tout capoter en refusant. Il porte une part de responsabilité dans le retard pris par la reprise économique. J'ajoute que la gestion de la question des bénéfices de guerre par Daladier – qui les interdit – n'a pu qu'irriter des patrons dont certains étaient toujours harcelés par le fisc qui leur demandait de rembourser ceux de 14-18. Le dossier de contentieux de Renault n'est clos qu'en 1953! »

Patrick Fridenson insiste sur un des écueils qui guettent les historiens dédiés à l'étude du patronat. « Que les patrons aient été à l'été 1940 massivement pétainistes ne permet en aucun cas de dire qu'ils avaient déjà un ADN défaitiste en 1939. Ce serait se moquer de la chronologie et confondre causes et conséquences. Entre le patronat groupé autour du couple Daladier-Reynaud de novembre 1938 à juin 1940 et qui porte l'effort de réarmement, et les mêmes qui regardent vers Vichy en septembre 1940, il y a la défaite, l'exode, la fin de l'alliance britannique et la mort de la III<sup>e</sup> République. » ■

## SONDAGE

LA 2<sup>E</sup> QUESTION DU SONDAJE DEMANDAIT DE CLASSER DE 1 À 8 LES RESPONSABLES DE LA DÉFAITE DE 1940.

Le haut commandement est désigné, à une très forte majorité, comme le premier responsable. C'était attendu : les lecteurs de G&H, pointus en histoire militaire, ne se sont pas trompés sur

la causalité du désastre. Plus intéressants sont les classements des autres responsables. Les alliés britanniques et belges sont pointés en deuxième position. Qui l'eut cru ? Serait-ce l'effet contemporain d'un certain désenchantement européen ? En trois, le PCF au coude à coude avec ses amis

du « grand patronat » et de « la droite française ». En 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> positions, le Front populaire et cette cinquième colonne à laquelle personne ne croit plus. Enfin, avec un score si faible qu'il vaut exonération totale de toute responsabilité dans l'effondrement, « la masse des soldats ».



## 2

## COUPABLE... LE FRONT POPULAIRE ?

On pensait le mythe enterré depuis la thèse de Robert Frank (*Le Prix du réarmement français*, 1982) et pourtant il ressurgit dans la bouche de François Fillon qui pointe en 2002 « la responsabilité du Front populaire dans l'effondrement de la nation », ou sur des sites de « réinformation (sic) historique ».

Par Nicolas Aubin

**M**artelons-le : si le réarmement débute dès 1934, il est limité et aussitôt cassé par la politique déflationniste de Laval. C'est bien le gouvernement Blum qui le lance durablement et le place au cœur de sa politique. L'effort ramené à la richesse nationale rejoint, à l'exception de l'année 1938, celui de l'Allemagne. De l'argent, il y en a. Ce qui manque, c'est un appareil industriel : la sous-traitance auprès de 70 000 PME artisanales crée de multiples goulots d'étranglement ; les machines-outils sont rares et obsolètes. Pour avoir négligé cet aspect, le plan aviation de 1933 avait été un fiasco. Le Front populaire en prend acte. « *Ils'improvisent usinier et banquier* », écrit Robert Frank. Des dizaines de sociétés aéronautiques sont regroupées en six entreprises nationales. Deux milliards y sont investis entre 1936 et 1939, avec des résultats parfois spectaculaires comme la SNCAO qui fabrique un MS. 406 en 8 500 heures contre 30 000 chez le constructeur d'origine, Morane-Saulnier. « *C'est une réussite* », constate Robert Frank.

### Un retard imputable aux négligences de 1920 à 1935, plus qu'aux erreurs de 1936

Hélas, la restructuration n'est que partielle, suscite la défiance du patronat et exige du temps. Elle est aussi maladroite. En témoignent les procédures budgétaires mal conçues décourageant les investissements productifs, ou le marasme de la Société nationale de construction de moteurs d'Argenteuil, victime d'une cogestion déplorable avec les cellules communistes. Les blés germent en 1939, trop tard pour combler un retard numérique bien plus imputable aux négligences de 1920 à 1935 qu'aux maladroites du pompier de 1936. Trop tard aussi pour la DCA, à cause d'un état-major qui n'a rien réclamé avant 1938. Dans la plupart des autres domaines, la France fait jeu égal avec l'Allemagne. Quid des 40 heures ? Faute

Incarnation du Front populaire, Léon Blum (1872-1950) a la tâche difficile d'arbitrer entre les aspirations sociales et le péril international qui monte. C'est au cours de son premier gouvernement (juin 1936-juin 1937) qu'est véritablement amorcé le réarmement français.

d'un personnel qualifié, la baisse du temps de travail n'a pu être compensée par des embauches, ce qui a eu un impact dans quelques usines. Robert Frank souligne cependant que la plupart du temps, « *les 40 heures n'ont pas retardé la production, parce qu'il y avait une pénurie d'outillage qui ne permettait de toute façon pas de produire plus.*

Par hasard, c'est au moment où l'outillage arrive que la loi est assouplie fin 1938 ».

Pour l'historien, ce qui manque, c'est le « réarmement moral ». Le sursaut national intervient pourtant, en 1939, avec Daladier. Sans ferveur, presque fataliste, mais sursaut quand même. Les ouvriers travaillent parfois 60 heures. « L'esprit de jouissance », s'il a jamais existé, est balayé par le sentiment d'urgence nationale. Reste la diplomatie du Front populaire. Le **camouflet de 1936** – la grande faute – ne lui est pas imputable mais l'éclabousse de ses conséquences funestes. Les petits alliés ont compris que la doctrine défensive ne permettrait pas à la France de tenir ses promesses d'assistance. Durant l'été, la Belgique dénonce la convention militaire. La France n'a plus le leadership politique et militaire pour s'imposer sur un échiquier européen désuni. Le gouvernement s'obstine pourtant, persuadé qu'une alliance dissuadera Hitler, et mis sous pression par l'état-major. Mais le dernier allié fidèle, la Tchécoslovaquie, est sacrifié en 1938 pour les raisons qui avaient conduit à l'inaction en 1936. Le Front populaire n'a pas été capable – c'est une pierre dans son jardin – d'agir sur le cœur du problème, la dichotomie entre doctrine militaire de repli et politique étrangère d'ouverture. ■

En mars 1936, Hitler remilitarise la Rhénanie en contravention du traité de Versailles. Le gouvernement centriste d'Albert Sarraut envisage une intervention militaire limitée. L'état-major l'en dissuade : rien n'est possible, pense-t-il, sans l'aide britannique – alors illusoire – et une mobilisation d'1,2 million d'hommes. Le gouvernement n'a alors aucun mal à se résigner au **camouflet**.



# 3

## COUPABLE... LE PCF ?

**Si la thèse du complot communiste pour prendre le pouvoir, exprimée par Weygand en juin 1940, s'est délitée, la conviction que la stratégie antipatriotique et irresponsable du parti a miné le moral et freiné la production de guerre demeure.**

**Par Nicolas Aubin**

**E**n 2009, dans *L'Affaire Guy Môquet*, les historiens Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre – réputés pour leur rigueur – concluent que « conformément aux vœux de l'**Internationale communiste**, aux encouragements, mots d'ordres et tracts du PCF clandestin, les militants [vont] multiplier les sabotages dans ce printemps de la trahison » et sont capables d'imposer par la terreur la loi du silence dans les ateliers. Il est vrai que le PCF s'est compromis. Oui, il a témoigné de son incapacité à prioriser les dangers entre menace nazie et menaces patronales, quand en novembre 1938 il a été en pointe des grèves. Oui, à partir de septembre 1939, sa direction a relayé le mot d'ordre stalinien de « lutte contre la guerre impérialiste », épargnant l'Allemagne nazie pour mieux matraquer « les fauteurs de guerre, les brigands capitalistes franco-britanniques ». Oui, le PCF a alors pleinement mérité le sobriquet de « parti de l'étranger ». Oui, deux tracts et une brochure ont été trouvés en février 1940 appelant à « rendre inutilisables les fabrications dont il est clair désormais qu'elles sont destinées à combattre l'Armée rouge » et à « saboter toutes fabrications de guerre pour les forbans d'Helsinki ». Oui, six militants sont passés à l'acte dans l'usine d'aviation Farman (et trois ont été fusillés).

### Les sabotages menant aux communistes sont tout à fait exceptionnels

Pour autant, il est indispensable de mesurer l'impact de ces postures coupables. D'une part, si Staline a ménagé son nouveau partenaire hitlérien, l'historien Sébastien Albertelli rappelle qu'il « n'était pas dans son intérêt d'affaiblir la France : pour lui, mieux valait que la France et l'Allemagne s'épuisent dans une longue guerre. Le Parti ne pratique par conséquent à aucun moment le défaitisme révolutionnaire ». Il n'y a eu d'appels au sabotage que lorsque les Alliés envisageaient de combattre l'URSS. Ils sont désavoués publiquement par le PCF dès la fin de la guerre de **Finlande**. Sur les centaines d'enquêtes, l'écrasante majorité conclut à un vice de production et une seule

mène aux communistes. Cela ne prouve pas que ce sabotage a été unique, mais il en délimite l'exceptionnalité. Quant au soupçon d'avoir contaminé la classe ouvrière dans les usines et au front, il ne résiste pas à l'examen. N'oublions pas que le parti avait végété jusqu'en 1934 et que les adhésions massives du Front populaire l'avaient été sur une ligne politique unitaire et de résistance au fascisme. Sa volte-face en 1939 dégoûte ses sympathisants. Ajoutons les effets conjugués de la mobilisation et de la répression et voilà le parti décomposé, passant de 280 000 membres en 1939 à 5 000, traqués, au printemps 1940. Le réseau clandestin implose en mars : 3 500 arrestations, 2 000 internements administratifs de précaution, 40 000 radiations d'affectations spéciales... Jean-Louis Crémieux-Brilhac en conclut que « le front des usines a été celui qui a le mieux rempli sa mission » et c'est la fatigue des semaines de 60 heures, le sentiment d'être surveillé, exploité (les heures supplémentaires, moins bien payées, sont imposées à 40 %) qui ont conduit une partie de la classe ouvrière à gronder.

Aux armées, les rapports soulignent que les communistes noyés dans la masse sont inoffensifs. « Les unités soi-disant troublées par des menées révolutionnaires étaient presque toujours des unités mal commandées et abandonnées à elles-mêmes », conclut un rapport interne. In fine, la psychose anticommuniste alimentée par la presse a davantage pesé sur le moral que la propagande communiste. ■

Une **Internationale communiste** regroupant les partis favorables au nouveau régime soviétique est créée en 1919 à l'initiative des bolcheviks russes. Courroie de transmission entre les directives de Moscou et les différents partis, tel le PCF – « bolchevisés » dans les années 1920 et stalinisés dans les années 1930 –, elle est dissoute en 1943, le contrôle empruntant d'autres canaux.

Le 30 novembre 1939, la **Finlande** envahie par l'URSS suscite, notamment en France, un mouvement de sympathie qui pousse à une intervention armée sous le prétexte qu'en frappant l'URSS on pénaliserait l'Allemagne nazie qui lui est liée par traité. La motivation est en fait autant mue par la morale que par l'anticommunisme ; mais l'armistice du 12 mars 1940 est signé avant que ce projet ne se concrétise.

**Maurice Thorez (1900-1964)** ici en 1945 lors de la fête du Travail et au lendemain du premier tour des municipales, véritable succès électoral pour le PCF, devenu « parti des fusillés ». Les ambiguïtés de la période 1939-1941 sont alors occultées.





## COUPABLE... LE COMMANDEMENT ?

« *Aujourd'hui Gambetta serait en prison et Bazaine au gouvernement* »  
 ironise un Daladier cinglant au procès de Riom en 1942. La défaite est imputable  
 « *aux erreurs de quelques techniciens* », assène de Gaulle dès juin 1940.

Par Vincent Bernard

**Achille Bazaine**, maréchal de Napoléon III, s'enferme dans Metz en août 1870, réduisant à l'impuissance la principale armée impériale comptant presque 200 000 hommes. Il capitule en octobre alors que les armées républicaines se battent toujours et que Paris est assiégée. Sa pusillanimité et ses calculs politiques assimilés à de la trahison sont un facteur important de la défaite.

**L**es techniciens ? Les généraux qui au cours des années 1930 ont structuré et organisé l'armée française, et l'ont conduite au désastre en 1940. En tant que généralissime, Gamelin a piteusement échoué. Sourd à la critique, il a trop souvent confondu volonté et rigidité : « *Passant outre les objections de Georges et rejetant l'évidence de la masse blindée allemande à l'est des Ardennes, Gamelin se tenait à une conception a priori de la manœuvre ennemie, attendant ainsi la réponse qu'on lui donnerait* », écrit Jeffrey Gunsburg. Mais c'est surtout en tant que système que le commandement, et plus largement le *leadership* français, a failli. Pas d'authentiques chefs de guerre, sous l'uniforme ou le costume, à un niveau de responsabilité pesant dans la balance ; pas de Clemenceau ni de Joffre ; moins encore de Churchill, pour entraîner toute la chaîne au moment propice, imposer les décisions, tendre les énergies. Lourdes responsabilités objectives, donc, mais soumises, aussi, à des choix sous contraintes ; politique, stratégique, morale. « *Il semble que les considérations de stratégie générale l'aient emporté sur les exigences de la grande tactique* », souligne André Martel. « *Prouver aux Belges qu'on ne les abandonne pas, couvrir les abords de l'Angleterre, se battre au plus loin font négliger le risque d'une bataille de rencontre. Or les Belges ont surestimé leur capacité de résistance et les Français leur propre aptitude manœuvrière.* »

La bataille engagée est laissée à la gestion d'un commandement intermédiaire paralysé, voyant message après message se démembrer irrémédiablement tout le système patiemment bâti. Conduire la bataille de façon méthodique ? Après Sedan, il ne faut plus y penser. Pour autant, faillir n'est pas trahir. De la responsabilité à la culpabilité,

il n'y a qu'un pas, trop vite franchi à Riom, dans un procès militaro-politique s'embourbant dans ses propres contradictions et finalement ajourné. Gamelin, seul militaire accusé, s'y mure dans un silence hautain ; et ce sont les « politiques » qui, faisant flèche de tout bois et de tout document, retournent le procès contre un autre militaire, et pas le moindre : son instigateur, Pétain, maréchal de France, chef de l'État et, lui-même semblera l'avoir jusque-là oublié... chef de l'armée jusqu'en 1931, ministre de la Guerre en 1934 ; de ce fait lui aussi comptable, en partie, de l'état de l'armée française de 1940.


### Treize généraux tués, dans des conditions qui n'ont rien d'une débandade

Dépassés, les généraux l'ont été. Ce qui n'a pas empêché les sursauts, peu évoqués ; à Lille, sur la Somme, dans les Alpes... Sursauts... et sacrifices : 13 généraux français sont tués au combat en 1940, la plupart en mai ; 4 à la seule 9<sup>e</sup> armée pulvérisée sur la Meuse ; tous dans des circonstances infirmant la débandade affolée dont on les accuse. Barbe (4<sup>e</sup> DLC), tué le 15 mai en inspectant ses avant-postes ; Deslaurens (60<sup>e</sup> DI), le 18 en couvrant l'arrière-garde évacuant Walcheren ; Augereau (armée de l'air), le même jour en défendant son PC encerclé ; Caille (21<sup>e</sup> DI), le 25 en tentant de briser l'encerclement de Boulogne ; Janssen (12<sup>e</sup> DIM), le 2 juin en défendant le réduit de Dunkerque... Et que dire quand la malchance s'en mêle, quand Billotte, commandant du groupe d'armées n°1, meurt dans un accident à la veille de la contre-attaque d'Arras à laquelle quelques énergies osaient encore se raccrocher.

Que peut Weygand – obsédé par un soulèvement communiste imaginaire – en juin avec 80 divisions incomplètes face aux 140 d'une Wehrmacht renforcée ? Préparer le repli sur l'Afrique du Nord, peut-être ? Mais cette

Le général Maurice Gamelin (1872-1958), ici en 1931, succède en 1935 à Weygand comme vice-président du conseil supérieur de la guerre, c'est à dire général en chef. Intellectuel, solitaire et secret, il est le concepteur de la stratégie française qui échoue en 1939-1940 (voir G&H n° 34, p. 78).





Quatorze fois ministre, trois fois président du Conseil, le radical Edouard Daladier (1884-1970), surnommé « le taureau du Vaucluse » manque d'énergie dans les moments de crise : en 1938, il doit se résoudre à abandonner la Tchécoslovaquie mais cherche à tout prix à accélérer le réarmement.

Il est vrai que les lois constitutionnelles de la III<sup>e</sup> République de 1875, amendées par des pratiques hantées par la crainte du bonapartisme, ont accouché d'un régime parlementaire « placardisant » son président. Tout gouvernement doit être investi et aucun ne peut se maintenir sans majorité. Or le système de scrutin favorise l'émiettement des partis. Personne n'a la majorité absolue et le choix des ministres obéit davantage aux calculs d'alliances fragiles qu'aux compétences de chacun. « *Le président du Conseil était aux prises avec d'innombrables exigences, critiques et surenchères, regrette de Gaulle. Le Parlement ne lui offrait qu'embûches et défections. Ses ministres étaient ses rivaux.* » Bilan : 44 gouvernements entre 1919 et 1940. En 1935, celui de Fernand Bouisson dure quatre jours. Quelques dizaines « d'entrepreneurs de la politique » experts en « politique politicienne » semblent plus occupés à négocier un ministère qu'à conduire les affaires publiques.

Ce triste tableau mérite toutefois des corrections. D'une part, valse des gouvernements n'implique pas valse des ministres. Entre 1906 et 1932, Aristide Briand multiplie les postes de président du Conseil et de ministre, surtout aux Affaires étrangères. Édouard Daladier reste ministre de la Défense de 1936 à 1940 malgré plusieurs remaniements. Les commissions parlementaires sont durables (Louis Malvy occupe douze ans la tête de celle des Finances). Il y a donc une relative continuité d'une action politique qui sait s'appuyer sur l'expertise professionnelle : dans le domaine de la Défense nationale, les gouvernements écoutent de plus en plus les États-Majors généraux. En octobre 1939, Daladier nomme aussi un grand patron, Raoul Dautry, pour mobiliser l'industrie. Le gouvernement dispose enfin d'outils pour accélérer l'action et contraindre le Parlement, à commencer par le **décret-loi**, et il ne s'en prive pas. Ce n'est pas la panacée, mais il ne faut pas exagérer l'impuissance de l'exécutif.

Le **décret-loi** initié pendant la Première Guerre mondiale et formalisé en 1924 autorise le gouvernement à mettre en œuvre des mesures économiques, financières et militaires qui ne seront discutées que six mois plus tard par la Chambre.

**Georges Mandel**, ministre des Colonies puis de l'Intérieur (16 juin 1940), fut arrêté et assassiné par la Milice en 1944.

**Jules Jeanneney** fut président du Sénat entre 1932 et 1942. C'est le grand-père de l'historien Jean-Noël Jeanneney.

**Paul Reynaud** succède à Daladier comme président du Conseil et ministre des Affaires étrangères du 22 mars au 16 juin 1940, avant de donner sa démission, ce qui ouvre la porte au gouvernement Pétain.

## Des tacticiens sans envergure

Ce constat ne donne que plus d'importance aux choix faits par les politiciens aux affaires, des « *tacticiens dépourvus de vision stratégique* » selon Olivier Dard exprimant l'avis majoritaire. Mais il ne faut pas parasiter le jugement en s'en tenant à leurs seules responsabilités – écrasantes – dans le naufrage de la République. Face aux partisans de l'armistice, **Mandel** n'est pas à la hauteur, **Jeanneney** se perd en circonvolutions juridiques, et **Reynaud** n'est pas Churchill quand le 16 juin, se croyant en minorité, il remet sa démission « comme d'habitude ». Même manque d'envergure chez Daladier à Munich en 1938 : il sent le drame mais recule face aux *appeasers* et aux militaires timorés. Des falots ? Pas si simple. Blum engage le réarmement au risque de faire imploser le Front populaire à peine installé ; Daladier, au lendemain de Munich, suspend les 40 heures, obtient un sursaut national et valide une stratégie d'attente en 39/40 que Robert Frank juge comme étant « *fondamentalement la bonne compte tenu de la situation générale* » (au contraire de son application opérationnelle). Ils portent leur part de responsabilité mais, pour reprendre Robert Young, à défaut d'avoir été « *des leaders exceptionnels, ils ont fait plus que ce qu'on leur a prêté par la suite pour préparer le pays à la guerre* ». ■

5

# COUPABLE... LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE ?

Ce doit être l'accusation la plus partagée à droite comme à gauche : la III<sup>e</sup> République était un régime parlementaire instable et impuissant, servi par un personnel politique indigne de ses responsabilités.

Par Nicolas Aubin





## COUPABLE... UNE "CINQUIÈME COLONNE" NAZIE ?

L'expression de « cinquième colonne » (voir p. 34) apparaît lors de la guerre d'Espagne, une guerre civile, voisin contre voisin, parfois frère contre frère. Ce n'est pas un hasard si en 1939-1940 on la voit partout dans une société française fébrile et tiraillée, bientôt assommée par l'invasion.

Par Vincent Bernard

Cette crainte est-elle fondée? Le terme lui-même est flou, recouvrant des aspects distincts. L'espionnage « classique » d'abord, pratiqué partout. Quelques retentissantes affaires relayées par la presse alimentent le spectre d'une massive cinquième colonne œuvrant dans l'ombre. Tel est le cas lors du démantèlement en 1939 du réseau de propagande que tentait, avec très peu de succès, de créer à Paris la baronne von Einem, aristocrate autrichienne. Il existe bien sûr des agents infiltrés – les services français ont les leurs en Allemagne – tel en Haute-Savoie cet « agent allemand exerçant la profession de coiffeur ambulante » décrit par Fabrice Grenard, permettant à **Radio-Stuttgart** du « traître **Ferdonnet** » de donner quelques informations démoralisantes sur la troupe au cours de la drôle de guerre. Mais au total, conclut l'historien, ce ne sont là que quelques « affaires spectaculaires qui tiennent du véritable roman d'espionnage, même si dans les faits, leurs conséquences sont restées assez limitées ».

Les tactiques « commando » d'infiltration d'éléments

### L'« espionniste » s'installe dès la déclaration de guerre, renforcée par une propagande mal pensée et stimulant la paranoïa.

armés sont une autre dimension de la nébuleuse. Les Allemands s'en font une spécialité, parfois sur le mode « **fausse bannière** ». L'offensive du 10 mai 1940 représente un pic de confusion à cet égard. Divers éléments d'avant-garde allemands sont chargés aux premières heures de la nuit de sécuriser par surprise ponts et points de passage vitaux. La plus célèbre de ces opérations est sans doute l'assaut du Sturmabteilung Koch sur le fort belge d'Ében-Émael, près de Liège (voir G&H n° 35, p. 52), mais d'autres ont lieu ailleurs, notamment en Hollande, sur les ponts de Maastricht. A peine franchie la frontière luxembourgeoise, à l'aube du 10 mai, la 3<sup>e</sup> DLC française, pourtant accueillie avec enthousiasme, se persuade être la cible de sympathisants nazis tirant dans son dos depuis toits et fenêtres. Or, « il est avéré aujourd'hui malgré ces assertions qu'aucune cinquième colonne n'a participé aux combats du Luxembourg », conclut Jean-Louis Crémieux-Brilhac. Si les balles sont bien réelles, elles sont tirées par des éléments de l'Abwehr infiltrés pour faciliter la traversée rapide des panzers vers la Meuse. Ni complicité active du **Gedelit**, ni caches d'armes clandestines, donc.

De même, la 7<sup>e</sup> armée subit, jusqu'au plus haut niveau, une véritable psychose infondée de la cinquième colonne lors de son bref engagement en Hollande, dans la région de **Bréda**. « Comme dans le cas des prétendues révélations de **Radio-Stuttgart** et des poussées d'angoisse qui les ont accompagnées, ajoute l'historien, une partie des cadres et des soldats français a été la proie d'un phénomène conjugué d'intoxication psychologique et d'autosuggestion. »

Plus que l'espionnage, c'est en fait l'« espionniste » qui fait de réels ravages sur le moral français. Elle s'installe dès la déclaration de guerre, renforcée par les effets d'une propagande mal pensée, stimulant la paranoïa à coups d'affiches, « SILENCE » et « Partout l'espion ennemi vous attend et vous guette ». L'offensive commencée, la censure impose un *black-out* de l'information qui favorise les plus folles rumeurs. Le journaliste Christian Millau, 11 ans en 1940, se souviendra avoir vécu la période « au rythme d'un gros, voire d'un énorme bobard par jour... Au moment de l'invasion en mai 1940, je me souviens qu'à Orléans, où j'étais pensionnaire, on parlait beaucoup des parachutistes allemands déguisés en bonnes sœurs. Bientôt, on les vit dans toute la France. On citait aussi le cas d'un agent de la fameuse « cinquième colonne » qui, déguisé en officier

belge, avait livré toute une section à l'ennemi. » La débâcle et l'exode démultiplient le phénomène jusqu'au tragique. Le journaliste Roland Dorgelès évoque un correspondant de guerre américain manquant être lynché sur la simple foi d'un uniforme inhabituel. À Abbeville, dans la panique de la retraite, des exécutions sommaires touchent plusieurs personnes arrêtées en Belgique sur des soupçons d'espionnage : parmi eux, plusieurs authentiques agents de l'Abwehr, allemands, belges et hollandais, quelques vagues militants fascistes et communistes, mais aussi de simples innocents malchanceux.

Au-delà de ces épisodes réels ou fantasmés, qu'en est-il des « sympathies » supposées de l'extrême-droite pour l'ennemi? Dans le souvenir des ligues du 6 février 1934 et du fait de l'ampleur de la collaboration ultérieure, on pourrait par facilité les imaginer innombrables. En réalité, elles sont très minces. L'extrême droite française est fragmentée, diversement travaillée par l'antiparlementarisme, le nationalisme, le pacifisme, l'antisémitisme et l'anticommunisme, mais dans l'ensemble très minoritairement perméable au fascisme, moins encore au nazisme

**Radio-Stuttgart** est un service de propagande radiophonique allemand diffusant en 1939-1940, sur le front de la ligne Maginot, des émissions en français destinées à démoraliser les troupes en exploitant quelques informations ciblées.

**Paul Ferdonnet**, le « traître de Stuttgart », journaliste de second plan en poste en Allemagne lorsque éclate la guerre, en est pour la presse la figure emblématique, symbole d'une « cinquième colonne » démesurément surestimée. Il est fusillé en 1945.

Une **fausse bannière** / *false flag* / *falsche flagge* est une opération clandestine sous faux pavillon ou faux uniforme destinée à tromper l'ennemi ou à déclencher un « incident prétexte ». Les Allemands y recourent entre autres en Pologne en 1939 (Gleiwitz), massivement en Norvège ou en Hollande en 1940, ou encore, lors d'un épisode célèbre, dans les Ardennes en 1944, sous la direction du lieutenant-colonel SS Otto Skorzeny.





Vichy et la collaboration rassemblent en 1940 des personnalités d'horizons divers, issus notamment du pacifisme et du rapprochement avec l'Allemagne de l'entre-deux-guerres. À gauche, Jean Luchaire (1901-1946), qui avait soutenu Aristide Briand ; à droite, vus à la gare de l'Est en 1940, Georges Scapini (1893-1976), mutilé de guerre et député de Paris, et Fernand de Brinon (1885-1947).



ou à une quelconque germanophilie. Le PSF (Parti social français) de François de La Rocque, munichois en 1938, condamne clairement l'Allemagne nazie et approuve l'entrée en guerre l'année suivante. Le PPF (Parti populaire français) de Jacques Doriot, largement composé d'anciens communistes, tend depuis 1938 vers le fascisme et le défaitisme ; mais cette ligne lui a valu une vague de désertions de cadres et, en déclin en 1939, il en appelle au moins à la défense du sol national. Antisémites virulents, Charles Maurras et l'Action française sont tout autant nationalistes et germanophobes et il en va de même des anciens cagouleurs avant tout anticommunistes.

### À l'extrême droite, pas que des collabos

Par ailleurs, les mesures énergiques prises dès la déclaration de guerre et renforcées sous le ministre Mandel en juin 1940 ne visent pas que les communistes et sont efficaces. Les quelques authentiques fascistes ou pronazis assumés, notamment dans la presse (*Je suis partout*), sont mobilisés (Rebatet, Brasillach), arrêtés (Lesca) ou se font oublier (Alphonse de Chateaubriant). En juin et juillet 1940, si la majorité de l'extrême droite applaudit, comme l'essentiel de la classe politique, l'armistice et l'avènement de Vichy, c'est d'abord une conséquence du désastre, et c'est loin d'être le cas de tous, en particulier chez les jeunes. On retrouvera ses membres un peu partout, à Londres (Maurice Duclos, Dewawrin « Passy », Gilbert Renault « Rémy ») comme à Vichy, dans la résistance intérieure comme dans l'ultracollaborationnisme (Doriot, Darnand, Deloncle). « Cette absence d'uniformité prouve qu'il faut s'interdire une lecture téléologique de l'histoire et considérer que ce qui se produit en 1940 s'inscrit dans une continuité, une logique, voire une prédestination pour tel ou tel choix, souligne Bernard Lachaise, spécialiste du gaulisme : « Lire le 10 juillet 1940 et Vichy comme une revanche ou une victoire de l'extrême droite constitue une simplification excessive ».

Il n'y a, en 1939-1940, aucun « ennemi de l'intérieur » piloté ou influencé par l'Allemagne en capacité d'agir à une échelle significative. C'est bien la défaite consommée qui fera sortir, à l'heure des choix, les loups du bois ; et pas toujours ceux que l'on attendait. ■

Le journaliste et futur collaborateur Fernand de Brinon, vu ici en 1938 aux côtés d'Hermann Göring. Cofondateur en 1935 du comité France-Allemagne, fervent munichois en 1938, exilé à Sigmaringen en 1944-1945, il sera exécuté en 1947.

**Gedelit** est l'acronyme allemand de la Société luxembourgeoise de littérature et d'art allemands fondée en 1935 par Damian Kratzenberg, professeur d'université, militant pronazi et futur chef du parti collaborationniste VDB.

Le 10 mai, la 7<sup>e</sup> armée du général Giraud, auparavant en réserve stratégique et comprenant plusieurs des meilleures divisions françaises, est chargée d'assurer la continuité dans la région de **Bréda** entre les forces belges et hollandaises. Devancée par les avant-gardes allemandes, elle doit se replier en moins de 72 heures.





L'inaction de la drôle de guerre laisse des traces sur le moral, mais aussi sur l'image des soldats français, cruellement accusés d'avoir livré une guerre faite de « belote » puis de « course à pied ». En réalité, partout où on l'a correctement armé et commandé, le soldat français s'est vaillamment battu.

7

## COUPABLE... LE TROUFION FRANÇAIS QUI PRÉFÈRE LA BELOTE ?

**Que n'a-t-on dit du combattant de 1940 ! Céline l'a brocardé, dans son pamphlet *Les Beaux Draps* (1942), par sa formule assassine « Neuf mois de belote, six semaines de course à pied » ; la trilogie de Robert Lamoureux *La 7<sup>e</sup> Compagnie* l'a ridiculisé et les documentaires – à base de films de la Propagandastaffel – le représentent hagard, bras levés, mine contrite.**

**Par Nicolas Aubin**

En 1939-1940, les divisions de série A sont les unités pouvant être déployées immédiatement, disposant d'un noyau de 30 à 40% de troupes et 18 à 26% de cadres d'active. À l'inverse, les 18 divisions de série B nécessitent un temps d'adaptation et sont presque totalement dépourvues d'éléments d'active.

On lui reproche d'avoir failli; le 13 mai vers Bulson, au sud de Sedan. Il a suffi d'une rumeur – « *Les Boches ont passé la Meuse avec des chars!* » – pour que des milliers de soldats paniquent, retardent la contre-attaque et précipitent la décomposition de tout un corps d'armée. Les récits familiaux d'une armée en déroute sur les routes de l'exode de juin 1940 confirment le cliché. On évoque des pillages, des viols dans *Week-end à Zuydcoote* (Robert Merle, 1949), ajoutant l'anathème moral à la honte militaire. Même les évocations des farouches résistances et des sacrifices héroïques, Gembloux, Stonne, Saumur... passent pour des exceptions confirmant la règle. Le troufion de 40 n'a pas été à la hauteur du poilu de 14. Dans les foyers d'anciens combattants, 1940 est tabou.

### Le boulet de la drôle de guerre

Ces images montrent en fait bien moins le Français de 1940 qu'une débâcle « ordinaire », forcément désolante; à l'instar de celles de l'Armée rouge en 1941 et de la Wehrmacht en 1944... Le malheur du soldat de 1940, c'est de n'avoir pas pu faire ses preuves, de traîner le boulet de la drôle de guerre. Il est vrai que cette « *armée de ruraux qui a accepté la guerre sans enthousiasme mais sans réticence, avec confiance et bonne volonté* », selon un rapport du 2<sup>e</sup> Bureau, connaît un trou d'air au cours de l'hiver. La météo et le désœuvrement nourrissent le cafard. Cette usure commune à toutes les guerres de faible intensité est ici aggravée par l'incompétence de l'armée et de l'État à entretenir le moral et mobiliser les esprits. Le contrôle postal intercepte un « *c'est moche la guerre, c'est con d'avoir à la faire, surtout quand on se demande pourquoi* » révélateur. La dépression temporaire touche la partie de l'armée la plus fragile : les divisions de série B, les moins bien équipées, comptant les soldats les plus âgés et l'encadrement le plus médiocre. Or ce sont elles qui reçoivent le choc à Sedan. Cette infanterie insuffisante en nombre, non préparée à la guerre qu'elle va vivre, croyant occuper un secteur calme, mal retranchée, mal placée, mal soutenue par l'artillerie, coupée du commandement, affronte l'élite de l'armée allemande. Les frappes aériennes suscitent l'effroi même chez les vétérans.

### Le courage, et il y en a, ne suffit pas

Le soldat se sent démuni, tant la guerre qu'il subit lui est étrangère. Une fois la Meuse passée, la supériorité manœuvrière allemande fait le reste. Les unités prises de vitesse subissent une désagrégation moléculaire. « *Défaillances, indiscipline, laisser-aller* », accuse Gamelin; « *impréparation, manque de cohésion, isolement* », répond Crémieux-Brilhac. « *J'ai vu des gens en désarroi, mais pas une troupe indisciplinée*, rapporte le général Véron de la 9<sup>e</sup> armée, au cœur du maelström, *je n'ai jamais vu de troupes se rebellant contre les chefs* ».

Tout comme les Polonais auparavant, les Belges et les Anglais au même moment, les Soviétiques plus tard, le courage – et il y en a – ne suffit pas. Mais les paniques deviennent vite rarissimes, essentiellement le fait d'unités de l'arrière abandonnées. Une fois la sidération surmontée, partout où les cadres demeurent, la troupe, divisions de série B comme les autres, se ressaisit et se bat, dans la mesure de ses moyens et souvent au-delà. Partout, au moins jusqu'au 17 juin, où, sans ordre ni instruction, sans armistice, Pétain la livre à elle-même et à l'ennemi en déclarant « *qu'il faut cesser le combat* ». ■



# 8

## COUPABLES... LES AUTRES DÉMOCRATIES ?

« Depuis 1871, la France sait ne plus pouvoir résister seule à l'Allemagne », écrivait l'historien André Martel. Ce paradigme, souvent négligé dans l'analyse de 1940, pèse lourd dans ses choix, à la remorque de Londres. Or, la question de la relative solitude de la France en première ligne a été souvent éludée. Aurait-elle été abandonnée par ses alliés et « amis » comme la Tchécoslovaquie en 1938 ?

Par Vincent Bernard

**E**n 1939, le tableau n'est guère flatteur pour les démocraties qui, après avoir bénéficié de l'aura victorieuse de 1918, sont en recul et ne montrent aucun front uni. Face à l'Allemagne et à l'hostilité sourde de l'Espagne et surtout de l'Italie, la France se trouve bien seule : neutralité stricte de la Suisse et de la Hollande, mais aussi, depuis 1936, de l'inquiète Belgique ; des États-Unis repliés sur eux-mêmes. Reste l'alliance britannique bien sûr, mais la conception stratégique commune laisse aux Français la quasi-exclusivité de la défense continentale, faute de véritable mobilisation outre-Manche. « Les Français ne faisaient aucun mystère de leur besoin de contingents de l'armée britannique pour défendre la France, écrit l'historien anglais Michael Postan (1899-1981). Après la crise de Munich, le gouvernement britannique était parfaitement conscient que les Français demanderaient une force expéditionnaire britannique et pourraient même faire pression pour qu'elle soit assez importante pour compenser la perte des 35 divisions tchécoslovaques. »

Or, si Londres affiche en 1939 un objectif ambitieux de 55 divisions, les réalités matérielles sont implacables. La seule construction des usines indispensables nécessite 18 mois de délai et à l'hiver 1940, le calendrier établi ne vise plus que 20 divisions en septembre 1940, et 36 en septembre 1941, au mieux. La comparaison avec la guerre précédente saute aux yeux. En avril 1915, après huit mois, 26 divisions de tout l'Empire avaient déjà débarqué en France. En mai 1940, après un délai comparable, il n'y en a que 10. Au maximum trois autres sont prévues pour l'été. C'est peu ; et tard.

### La solidarité alliée est vite fissurée

Ce facteur oriente la stratégie française. « [Gamelin] comptait trop sur la coopération de ses alliés », note Jeffrey Gunsburg. Le généralissime est obnubilé par la nécessité de rééquilibrer les forces grâce aux 22 divisions belges (ce sera le risqué plan Dyle), et aux 10 hollandaises (la funeste variante Bréda), quitte à s'exposer, faute d'entente préalable, aux aléas d'une bataille de rencontre.

Le déroulé des opérations fissure rapidement la solidarité alliée et fait naître bien des rancœurs : capitulation hollandaise en quatre jours, défection belge en dix-huit, évacuation britannique, rétention partielle de

la RAF... avec, en toile de fond, le silence assourdissant de Washington... Le choc du printemps 1940 est général et déclenche naturellement des mécanismes de sauvegarde. « Ce sentiment de tristesse et de pitié pour la France cache aussi un sentiment de peur pour sa propre sécurité, résume Robert Frank. Puisque la France est tombée si vite, puisqu'une grande puissance a pu s'effondrer si rapidement, qui pourra arrêter Hitler ? » Si Londres préserve sa RAF, évacue ses troupes, frappe cruellement à Mers el-Kébir, c'est pour assurer sa survie. Ça ne saurait faire oublier que plus d'un tiers des évacués de Dunkerque sont français, ni l'offre, peu réaliste mais généreuse de Churchill de « fusionner » les deux pays au cœur du mois de juin.

De cette ambiance de « sauve-qui-peut », c'est le clan défaitiste en embuscade derrière Pétain qui saura tirer profit pour imposer sa ligne de rupture et demander l'armistice, plongeant le pays dans l'impasse mortifère d'un illusoire face-à-face avec Hitler. ■

**L'évacuation britannique** se déroule en plusieurs temps. Après Dynamo à Dunkerque, les opérations Cycle et surtout Aerial permettent d'évacuer courant juin 200 000 hommes supplémentaires depuis les ports français, de la Normandie au Pays basque.

**Le jeune roi des Belges Léopold III (1901-1983, ci-dessous) proclame en 1936 la stricte neutralité de son pays, entravant tout plan coordonné. Neville Chamberlain (1869-1940, à gauche), Premier ministre britannique de 1937 au 10 mai 1940 (ici en 1936, alors ministre des Finances, avec son épouse Anne), s'illusionne très longtemps sur ses capacités à « apaiser » Hitler, retardant le réarmement anglais.**





# LA DÉFAITE DE 1940: UN BILAN, DES CAUSES ET DES CONSÉQUENCES

**Trahir : « Passer à l'ennemi ; manquer au devoir de fidélité » dit le Larousse. Répétons-le : au-delà d'une poignée de déserteurs, d'activistes, d'espions stipendiés voire de saboteurs aux actions extrêmement limitées, aucune « trahison » ne peut expliquer la défaite de mai-juin 1940. Si trahison il y a, elle est une conséquence du désastre ; pas sa cause. Par Vincent Bernard**

Les **appeasers** sont les hommes politiques britanniques, notamment derrière Neville Chamberlain ou lord Halifax, prônant pour éviter la guerre une politique d'apaisement d'Hitler en multipliant les compromis sur le réarmement et l'expansion du Reich, jusqu'aux accords de Munich de septembre 1938 lui livrant la Tchécoslovaquie.

**A**u terme de notre tour d'horizon plutôt infructueux des traîtres supposés, on ne peut se satisfaire d'aucune des réponses simplistes ou monocausales données depuis 80 ans, moins encore dans les résurgences orientées d'un complotisme à la mode. « Dans l'immédiat des défaites, rappelle André Martel, le soldat et l'officier s'accusent mutuellement, tout comme le professionnel et le réserviste. Le pouvoir et le commandement s'en prennent l'un à l'autre, et aussi bien les tenants des doctrines rivales. Les alliés se déchirent. Les prétoires et les

places publiques retentissent des réquisitions désignant des coupables sous prétexte d'analyser des causes. La France n'y a jamais manqué au cours de son histoire, d'autant que le sort des armes y a toujours décidé des régimes depuis que la légitimité n'est plus dynastique. La défaite militaire devient ainsi un enjeu idéologique. » On se rappelle la drôlatique scène de débat clôturant *Papy fait de la résistance* (Jean-Marie Poiré, 1983) et s'achevant en bagarre générale, comme on se souviendra du mot de Joffre, après les journées d'incertitude de la fin de l'été 1914 : « Je ne sais pas qui a gagné la bataille de la Marne, mais je sais bien qui l'aurait perdue ».

Constat d'évidence : on a beaucoup anticipé les conséquences des événements, cherché des boucs émissaires

Image navrante d'un matériel de guerre abondant et moderne – ici un char B1 bis de 32 tonnes, sans aucun équivalent dans l'armée allemande, abandonné à Denée, en Belgique – gaspillé ou mal utilisé dans une bataille mal coordonnée et mal conduite.







sur lesquels faire peser le plus humiliant de ces « *malheurs exemplaires* » qui selon le général de Gaulle, en incise de ses mémoires, seraient constitutifs de l'identité voire du « destin » de la France. « *De même que pour comprendre l'entre-deux-guerres et la « drôle de guerre » de 1939-1940 il ne faut pas oublier l'impact démographique et psychologique de la saignée de 1914-1918, souligne Robert Frank, de même il faut avoir à l'esprit l'ampleur de l'état de choc en juin-juillet 1940 pour comprendre les attitudes des Français dans les mois et les années qui suivent. Leur défaite ne paraît pas plus triste que celle des Polonais, Danois, Norvégiens, Hollandais ou Belges, mais elle est tellement plus humiliante.* »

Dans le contexte de 1939-1940, nul n'imagine – et, à part les Allemands, ne souhaite – l'effondrement français. La France est certes divisée, fragile, nerveuse, un peu esseulée, mais elle fait globalement front avec gravité et résolution. Ni la « république bourgeoise », ni les prétendues « 200 familles », ni les mouvements d'extrême droite n'anticipent la défaite et ses suites, la « *divine surprise* » de Maurras, qui ne prend corps qu'une fois le désastre militaire consommé. Parmi les pires futurs collaborateurs, on trouve nombre de combattants les plus acharnés tel Joseph Darnand, futur chef de la Milice, volontaire des « groupes francs » ferrailant dans le *no man's land* pendant la drôle de guerre. Même un fasciste assumé, futur ultracollaborateur et « hitlérien » revendiqué tel que Lucien Rebatet, mobilisé, évoque mai-juin 1940 comme « *l'effroyable humiliation de la déroute* ». Les ambiguïtés du PCF et son inféodation à Moscou sont bien réelles, mais jouent la carte de l'épuisement réciproque, et son interdiction et son éclatement de septembre

1939 anéantissent presque totalement ses capacités de nuisance. Le patronat ? Ses outils sont inadaptés, sa rancune syndicale parfois tenace ; mais les efforts sont faits pour le réarmement, réellement initié par un Front populaire qui en 1939 a bel et bien vécu, sacrifiant ses ambitions sociales sur l'autel du péril imminent, maniant adroitement nationalisations et coopération avec le patronat. La classe ouvrière ? Au-delà de sa déception, elle joue globalement le jeu de l'effort national qui en 1940 donne des résultats matériels. Enfin, à l'international, s'il n'existe pas de « front démocratique » face à l'Allemagne nazie, chacun compte sur la France pour s'en protéger. Les Belges appellent au secours dès la première heure. L'alliance britannique est

### **Ni les mouvements d'extrême droite ni les futurs collaborateurs n'ont anticipé la défaite et les suites du désastre militaire.**

solide et le manque de préparation de Londres ne doit pas masquer qu'avec Churchill, elle jette toutes ses – encore maigres – forces dans la bataille sans arrière-pensée. Quant aux États-Unis, au-delà d'une neutralité qu'il ne peut rompre et de son propre silence délétère, Roosevelt travaille en sous-main à aider les Alliés : la législation « **cash and carry** » adoptée à l'automne 1939 est encore timide, mais elle existe bien, et les avantage ouvertement.

« *Il faut résister à la tentation de lire l'histoire de la France de l'entre-deux-guerres comme une simple préhistoire de Vichy, résume Julian Jackson. Si la Grande-Bretagne avait été défaite, nous entendrions davantage parler des défaitistes du*

**Radio ER 40 courte portée (800 m) pour les appuis d'artillerie, vue sur le front en 1939. Les communications sont l'un des points faibles de l'armée française ; mais comme dans d'autres domaines, l'offensive allemande interrompt brutalement une nette modernisation en cours au printemps 1940.**

La loi « **cash and carry** » (paie et emporte) est adoptée au Congrès le 3 novembre 1939 après de houleux débats. Elle permet de préserver la neutralité tout en contournant l'interdiction de vente de matériels aux pays en guerre. Les belligérants doivent payer « **cash** » (en or) et assurer eux-mêmes le transport depuis les États-Unis (« **carry** ») ; en pratique, seuls les Alliés, maîtres des mers, en bénéficient.





**Des fantassins en position sur le front le 12 mai 1940. Contrairement à l'image encore aujourd'hui véhiculée, partout où elle le peut, l'armée française se bat et résiste au printemps 1940, causant à la Wehrmacht l'essentiel de ses 50 000 tués.**

*cabinet de guerre de Churchill ou du considérable lobby pacifiste au Parlement », souligne-t-il, évoquant le cas presque caricatural de l'historien britannique sir Arthur Bryant : fin 1940, celui-ci exalte Churchill et l'esprit de résistance de l'Angleterre éternelle après avoir été, quelques mois plus tôt, un fervent appeaser et un admirateur décomplexé de l'Allemagne nazie. « L'histoire de la Grande-Bretagne aurait-elle pris un cours différent en 1940, que l'on imagine que trop bien Bryant jouant le même rôle hagiographique auprès d'un quelconque Pétain britannique. »*

### Le simple soldat a fait son devoir

Reste l'armée. Le simple soldat, citoyen de tout âge, origine sociale et bord politique ne contrôle rien, mais il répond à l'appel, sans enthousiasme – pas plus que les réservistes allemands – mais avec résolution. La mobilisation sans heurt et le nombre extrêmement faible de désertions en atteste. Certes il y a un passage à vide à l'hiver 1940, certes quelques traces de panique en mai, mais globalement, partout où il est encadré et équipé, le « troufion » fait son devoir, comme en témoignent 60 000 morts au combat lors de multiples épisodes locaux et les batailles d'arrêt brèves mais acharnées sur la Somme, l'Aisne ou les Alpes.

On en vient donc au commandement, d'où procède l'efficacité de l'armée. Sûr de son expérience et de ses compétences, il n'est certes pas omnipotent. « *La peur du sabre* », selon la formule de Ségolène Garçon dans sa thèse sur le Grand Quartier général des forces terrestres

françaises, marque encore profondément la III<sup>e</sup> République, et l'articulation avec les autorités civiles, en débat pendant l'entre-deux-guerres, est toujours irrésolue en 1940. De ce fait et d'autres découle une hiérarchie lourde, complexe, bancal, avec un GQG pléthorique mais dispersé ; un Gamelin isolé et en rivalité avec Georges, l'exécutant chargé de la « conduite de la bataille ». Entre les deux, un major-général, Doumenc, jouant le rôle de tampon. En dessous, trois groupes d'armées, dont un sur lequel repose l'essentiel de la bataille, flanqué d'alliés autonomes qui coopèrent mais que l'on ne commande pas. À côté, une armée de l'air et une marine indépendantes. Au-dessus, un ministère de la Guerre et des gouvernements défiants et instables. Qui décide vraiment quoi, et à quel délai ? Il est peu de dire que le *leadership* français de la guerre est fragmenté, le rendant, au cours des journées de crise, largement inefficace et inopérant, paralysé voire « sidéré », alors même que des décisions fermes et rapides sont indispensables.

### La véritable explication est militaire

Car cette défaite, quel que soit l'angle par laquelle on l'aborde, est avant tout militaire : c'est là le paradigme qui nécessite d'être posé, au regard des évidences et en dépit des fréquentes réserves que suscite encore parfois aujourd'hui l'étude du fait militaire et d'une « histoire-bataille » pourtant renouvelée. On peut pointer, à raison, les insuffisances du monde politique, les calculs partisans, les sautes d'humeur d'une société divisée ou les effets psychotiques d'une espionnite démesurée. Mais la véritable explication est la mise en échec d'une stratégie défensive, dont on oublie cependant – ou l'on ignore – qu'il s'agit d'une figure quasi imposée par les circonstances, et qui n'est que transitoire, devant permettre de « faire le gros dos » en 1940 jusqu'à la montée en puissance matérielle alliée planifiée pour 1941. La définition d'une doctrine, la sollicitation du pouvoir politique pour obtenir des moyens adaptés, l'établissement d'un plan de bataille – Dyle-Bréda – logique mais trop rigide et trop aventureux, les défaillances matérielles ou morales ponctuelles des troupes, l'incapacité de l'état-major à réagir une fois reçu le premier choc, tout cela relève des responsabilités du commandement. C'est à lui de placer les bonnes forces au bon endroit, de connaître leurs capacités et leurs failles, de disposer de réserves efficaces et de porter, d'entraîner et d'encadrer la troupe pour la rendre apte à accomplir les missions qu'on veut lui

## → L'attentisme français, paralysie stratégique ou fruit de l'isolement ? La réflexion d'André Martel [colloque sur la campagne de 1940 tenu en 2000]

**« Depuis 1871, la France sait ne plus pouvoir résister seule à l'Allemagne. Il lui faut une alliance continentale de revers et une alliance navale couvrant ses accès à l'Empire et aux marchés du monde. La Grande Guerre a confirmé cette analyse et l'a amplifiée en révélant la puissance américaine... Toutes ces tentatives [trouver des appuis en Europe centrale et orientales jusqu'en 1939] sont subordonnées au primat de l'alliance britannique, garante de la liberté des mers et condition d'un soutien américain. La France est liée à la « nurse anglaise » aussi pacifiste qu'elle est opposée à tout risque de guerre au profit de la clientèle française en Europe centrale. Il en résulte une stratégie, non pas française mais franco-britannique, que George-Henri Soutou a fort justement qualifiée de 'stratégie d'attente'. » ■**





Si les États-Unis affectent encore une stricte neutralité, les commandes militaires alliées sont permises par la législation « cash and carry » de l'automne 1939, à l'instar de ce bombardier Martin 167F (pour France) commandé en 1939 et entré en service à l'hiver 1940 (également en Angleterre sous le nom de Martin Maryland).

moyens ni ressources que leur combativité; une poignée de Français libres et démunis l'a fait contre vents et marées dès avant l'armistice officiel. La France de juin 1940 possède un empire colonial immense disposant d'abondance de cadres civils et militaires, 400 000 hommes en Afrique du Nord, 200 000 en Afrique subsaharienne et au Levant, 100 000 conscrits évacués de métropole avec des milliers de techniciens et de spécialistes, plusieurs centaines d'avions et de chars, du ravitaillement et du matériel encore abondants, et devant l'être plus encore par le flux venu des États-Unis; la quatrième flotte de guerre mondiale, avec des ports (Mers el-Kébir, Bizerte, Dakar...), des ateliers et surtout... des alliés, l'immense Empire britannique, dont on se persuade trop vite qu'il est tout aussi battu.

## Le désastreux message du 17 juin

Si trahison il y a, elle est le fait des défaitistes de juin qui, au-delà du choc général, prétendent « redresser le pays » en s'offrant au vainqueur, avec l'espoir, au mieux naïf, de pouvoir traiter avec « Monsieur Hitler » d'égal à égal et « dans l'honneur », et non de vaincu impuissant à vainqueur impitoyable. « *Se mettre à ses genoux était une trahison de l'âme et des idéaux de la France républicaine* » écrivait le général Merglen (1915-2012) dans *Francia*, revue de l'Institut historique allemand de Paris en 1993. Sans même évoquer les quelques milliers de volontaires français de la LWF puis de la SS ayant fait le choix du port de l'uniforme ennemi, cette trahison vient d'abord – et quadruplement – de Pétain lui-même, et du régime qu'il installe à Vichy, « *pétaudière à généraux et à curetons* » (Jean Renoir) : trahison de l'armée d'abord, avec le désastreux message radiophonique « *le cœur serré* » du 17 juin, appelant sans autres instructions à « *cesser le combat* » une semaine avant l'armistice, ce qui conduira trop souvent à des redditions en masse, et des centaines de milliers de prisonniers évitables. Trahison de la république ensuite, le 10 juillet, pilotée par Laval, avec la complicité il est vrai d'une majorité de ses représentants élus de tous bords; trahison du pays en troisième lieu, avec, bien au-delà d'un armistice évitable, la politique de collaboration assumée entamée à Montoire avec l'envahisseur sans même un traité de paix; trahison de son peuple enfin, dont des fractions entières seront sous divers prétextes livrées corps et biens à l'occupant au gré de ses demandes, parfois devancées par d'écœurants calculs. Julian Jackson le résume très sobrement : « *Le gouvernement de Vichy liquida les institutions démocratiques de la France, persécuta les francs-maçons, les juifs et les communistes, et se lança dans une politique de collaboration avec l'Allemagne. Enfin, 650 000 civils français furent enrôlés de force pour aller travailler dans les usines allemandes.* » Si trahisons il y a, il faut les chercher là. ■

confier. Des capacités d'anticipation, d'organisation, d'encadrement du commandement dépend la différence entre une bataille d'arrêt réussie et une percée ennemie spectaculaire et d'apparence irrémédiable sur la Meuse, péché originel irrattrapable de la campagne. « *Je ne doute pas que l'armée française de 1939-1940, structurée et commandée autrement, appliquant une autre tactique et une autre stratégie, et avertie des aspects nouveaux d'une guerre moderne, aurait pu, sinon l'emporter, du moins prendre l'offensive en septembre 1939 puis faire front valablement en 1939-1940* », résume Jean-Louis Crémieux-Brihac.

Rien ne dit non plus qu'une armée française « simplement » refoulée de Belgique et des frontières du Nord, intacte et en bon ordre, toujours flanquée de ses alliés,

## « L'armée française, commandée autrement, aurait pu prendre l'offensive en 1939 puis faire front valablement en 1939-1940. »

n'aurait pu, à l'instar de sa devancière de 1914, arrêter l'hémorragie sur la Somme, la Marne ou la Seine. Mais après le « coup de faux », après Dunkerque, une fois décapitée, en grande partie démembrée, privée d'aide, elle ne pouvait plus rien. Car au-delà des défaillances franco-françaises ou franco-alliées, la défaite survient aussi et d'abord parce que les Allemands, à ce moment précis, sont les plus efficaces, même en tenant compte des réserves de Karl-Heinz Frieser. Ce n'est ni un hasard ni un fait isolé. La martingale d'une Blitzkrieg plus ou moins improvisée reste efficiente quelques années, le temps que l'adversaire ne parvienne à dépasser ce « modèle », avec des ressources infiniment supérieures. A l'été 1941, l'URSS est tout près d'être battue, comme la France en 1940, et comme une dizaine d'autres nations européennes. Deux millions d'Anglais ou d'Américains défendant dans les mêmes circonstances auraient-ils fait beaucoup mieux? C'est plus que douteux.

« *Les Allemands ne vont pas bouffer la terre entière* », harangue le 7 juin 1940 à Brest l'amiral Ronarc'h à l'équipage du cuirassé *Jean-Bart*, inachevé, bientôt en partance pour Casablanca; « *pour ce qui nous concerne les positions de repli ne nous manquent pas : nous avons un grand empire où la lutte pourra continuer* ». Quoi qu'on en ait dit, la lutte, même pour un pays affaibli, humilié et occupé, reste en effet possible. Les Polonais, pour ne citer qu'eux, l'ont fait sur tous les fronts pendant toute la guerre, sans autres

## POUR EN SAVOIR +

- *À lire* • *La France des années noires*, Jean-Pierre Azéma & François Bédarida (dir.), Seuil, 1993.
- *L'Étrange Défaite*, Marc Bloch, Gallimard, 1990 (rééd.).
- *The Fall of France in the Second World War. History & Memory*, Richard Carswell, Palgrave Macmillan, 2019.
- *La Guerre inéluctable. Les chefs militaires et la politique étrangère, 1935-1939*, Simon Catros, PUR, 2020.
- *Les Français de l'an 40*, Jean-Louis Crémieux-Brihac, Gallimard, 1990.
- *Diplomatie et outil militaire*, Jean Doise & Maurice Vaisse, Impr. nationale, 1987.
- *Le Prix du réarmement français*, Robert Franck, Publications de la Sorbonne, 1982.
- *L'idéologie de la « défensive » et ses effets stratégiques : le rôle de la dimension cognitive dans la défaite de 1940*, Philippe Garraud, *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 5, 2004.
- *La campagne de 1940*, Christine Levisse-Touzé (dir), actes de colloque, Tallandier, 2001.
- *Mai-Juin 1940. Défaite française, victoire allemande sous l'œil des historiens étrangers*, Maurice Vaisse (dir.), Autrement, 2000.
- *Le Syndrome de 1940, un trou noir mémoriel?*, Gilles Vergnon & Yves Santamaria (dir.), Riveneuve éditions, 2015.
- *La Drôle de guerre*, Fabrice Grenard, Belin, 2015.

## DES ÉQUILIBRES INSTABLES

Comparaison du nombre de divisions sur le front de l'Ouest à quelques dates clefs des deux guerres mondiales

DATE	ALLIÉS (%FR) ET RATIO	ALLEMAGNE
15 août 1914	108 (87%) 1,24 / 1	87
15 avril 1915	127 (75%) 1,06 / 1	120
11 novembre 1918	219 (49%) 1,12 / 1	196
fin septembre 1939	100 (95%) 2,04 / 1	49
1 <sup>er</sup> mai 1940	112 (91%) 1 / 1,02	114
10 mai 1940	144 (71%) 1,16 / 1	124
5 juin 1940	78 (95%) 1 / 1,82	142